

**FR**

**FR**

**FR**



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 31.3.2010

COM(2010) 135 final

*VOL. I*

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU  
CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ  
DES RÉGIONS**

**Programme de travail de la Commission pour 2010**

**Le moment d'agir**

## TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction: Une nouvelle ère.....	3
2.	Lutter contre la crise et défendre l'économie sociale de marché européenne .....	4
2.1.	Sortir de la crise .....	4
2.2.	Faire progresser les initiatives phares énoncées dans «Europe 2020».....	5
2.3.	<i>Agir sur les blocages et les chaînons manquants</i> .....	7
3.	Un projet pour les citoyens: placer les individus au cœur de l'action européenne.....	8
3.1.	Construire une Europe des citoyens.....	8
3.2.	Garantir une Europe ouverte et sûre.....	9
3.3.	Relever les défis à long terme de la société .....	9
4.	Politique extérieure: une Union européenne cohérente et influente .....	10
4.1.	Une représentation extérieure forte et cohérente – l'UE en tant qu'acteur mondial... ..	10
4.2.	Approfondissement du programme commercial de l'Europe.....	10
4.3.	Concrétisation des politiques de l'UE en matière de voisinage, d'élargissement et de développement .....	11
5.	Moderniser les instruments et les méthodes de travail de l'UE.....	11
5.1.	Réglementation intelligente (smart regulation) – garantir l'efficacité des politiques .....	11
5.2.	Communiquer sur l'Europe.....	12
5.3.	Adapter le cadre financier de l'UE aux priorités politiques .....	13
6.	Conclusion: aller de l'avant .....	14

## 1. INTRODUCTION: UNE NOUVELLE ÈRE

L'année 2010 marque le début d'une nouvelle ère pour l'Union européenne.

La crise a touché de plein fouet les populations, les citoyens et les entreprises de toute l'Europe. La solidarité européenne a été mise à l'épreuve. L'Union européenne a pris conscience de son interdépendance et uni ses forces pour faire face à la crise; il lui faut à présent faire preuve de la même résolution et de la même unité.

On ne saurait faire comme si rien ne s'était passé. Les défis que doit relever notre Union sont plus importants qu'avant la récession. Notre marge de manœuvre est plus étroite et le reste du monde ne reste pas les bras croisés. Nous devons tirer les enseignements qui s'imposent et réorienter nos politiques.

Un enseignement clair de la crise est que l'Europe peut être gagnante pour autant qu'elle agisse en commun, en tant qu'Union. L'Europe n'a pas d'autre choix que de prendre des mesures immédiates pour sortir de la crise et de faire face aux défis à long terme, tels que la mondialisation, le changement climatique et le vieillissement, afin de compenser les récentes pertes, de rétablir sa compétitivité et de réengager l'Union sur une trajectoire de croissance durable.

Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, l'élection d'un nouveau Parlement européen et la désignation d'un nouveau collègue des commissaires, l'Union européenne s'est dotée des outils nécessaires.

Ce qu'il faut à présent, c'est de la volonté politique: la Commission européenne est prête à relever ce défi. Les orientations politiques énoncées par le président Barroso en septembre 2009 ont suscité un débat sur le sens dans lequel devrait aller l'Europe et les mesures concrètes qu'elle devrait promouvoir. Les auditions au Parlement européen et le vote d'approbation ultérieur ont été un véritable exercice de démocratie, soulignant les valeurs communes et permettant d'obtenir une large adhésion aux initiatives futures de l'Union européenne. Les contacts étroits établis avec le Conseil européen et d'autres institutions de l'Union européenne ont également contribué à l'établissement d'un consensus sur la voie à suivre.

La nouvelle Commission articulera ses travaux autour de quatre grands axes:

- l'adoption de mesures pour lutter contre la crise et soutenir l'économie sociale de marché européenne;
- l'élaboration d'un projet pour les citoyens plaçant ces derniers au cœur de l'action menée par l'Europe;
- la mise en place d'un programme de politique extérieure ambitieux et cohérent revêtant une dimension mondiale;
- la modernisation des instruments et des modes de fonctionnement de l'Union européenne.

Ce premier programme de travail met l'accent sur la mise en œuvre de certaines initiatives stratégiques en 2010. Il présente également, sans dresser de liste exhaustive, d'autres initiatives qui seront examinées dans les prochaines années; il instaure ce faisant un cadre

politique prévisible pour le Parlement européen et le Conseil, ainsi que pour les parties prenantes, tout en ménageant la souplesse nécessaire pour s'adapter aux mutations. Ces initiatives visent, d'une part, à répondre aux défis immédiats et à produire des résultats rapides et, d'autre part, à esquisser l'avenir de l'Europe, et à servir ainsi les intérêts à long terme des citoyens. En portant ce projet, la Commission indiquera dans quelle direction elle entend faire évoluer l'Union européenne au cours de la prochaine décennie, comme elle l'a exposé dans sa stratégie Europe 2020 et dans les travaux en cours d'élaboration du budget de l'UE.

## **2. LUTTER CONTRE LA CRISE ET DEFENDRE L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE EUROPEENNE**

Le premier acte politique posé par la nouvelle Commission a été de présenter immédiatement son initiative maîtresse intitulée «Europe 2020 – une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive»<sup>1</sup>. Cette proposition décrit la façon dont l'Union européenne peut sortir de la crise pour s'engager sur la voie d'une croissance plus dynamique et plus durable, permettant d'obtenir des niveaux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés.

Le Conseil européen de printemps a avalisé, la semaine dernière, les principaux éléments de cette stratégie. Il a plaidé en faveur d'un leadership européen fort et de l'appropriation de la stratégie par l'ensemble des acteurs. L'approche retenue est axée sur des objectifs européens et nationaux clairs, une nouvelle gouvernance économique et l'élaboration d'initiatives phares destinées à inspirer les travaux communs de l'UE et des États membres dans des domaines clés<sup>2</sup>. Le Conseil européen de juin devrait confirmer les grands principes de cette stratégie et la Commission s'emploiera alors avec les États membres à la mettre en œuvre. Des mesures concrètes seront prises au cours des mois et des années à venir pour mettre en place cette nouvelle stratégie, trois grands axes étant assignés aux travaux de la Commission en 2010.

### **2.1. Sortir de la crise**

Pour faire face à la situation économique et financière actuelle, la Commission a exposé des stratégies destinées à:

- renforcer la surveillance et la coordination économiques et améliorer la gouvernance au sein de la zone euro: dans la perspective du Conseil européen de juin, la Commission présentera des propositions visant à mieux coordonner les politiques, de façon à renforcer le cadre de la surveillance budgétaire dans le contexte du pacte de stabilité et de croissance, à remédier aux déséquilibres macroéconomiques et, notamment aux écarts de compétitivité par la présentation de recommandations plus strictes sur les politiques à suivre, et à réduire la vulnérabilité financière, dans le cadre d'une approche intégrée (initiative stratégique n° 1);
- restaurer la viabilité des finances publiques: la Commission a récemment présenté son évaluation des programmes nationaux de stabilité et de convergence, dans le cadre du pacte

---

<sup>1</sup> COM(2010) 2020 du 3.3.2010.

<sup>2</sup> Sept initiatives phares ont été présentées dans le cadre de la stratégie Europe 2020: «Une Union de l'innovation», «Jeunesse en mouvement», «Une stratégie numérique pour l'Europe», «Une Europe économe en ressources», «Une politique industrielle à l'ère de la mondialisation», «Une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois», et «Une plateforme européenne contre la pauvreté».

de stabilité et de croissance, en indiquant les moyens d'assurer l'assainissement budgétaire. Cette surveillance sera poursuivie et mieux alignée avec le suivi de la stratégie «Europe 2020» à l'automne.

- garantir l'existence de marchés financiers stables et responsables, qui soient au service de l'économie dans son ensemble: la Commission s'emploie activement, aux côtés d'autres institutions de l'UE, à garantir la mise en place, d'ici le début de 2011, du nouveau cadre européen de surveillance, de façon à ce que les marchés financiers transfrontaliers puissent être correctement encadrés et les risques systémiques rapidement détectés. Des propositions relatives aux fonds propres des banques et aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs devraient également être arrêtées par les colégislateurs avant l'été. Ces efforts doivent s'accompagner de nouvelles propositions visant à compléter les travaux engagés dans des domaines tels que les marchés de produits dérivés (initiative stratégique n° 2), les ventes à découvert et les contrats d'échange sur défaut (initiative stratégique n° 3), les systèmes de garanties des dépôts (initiative stratégique n° 4), les abus de marché (initiative stratégique n° 5), les instruments efficaces de gestion des crises (initiative stratégique n° 6) et les exigences supplémentaires en matière de fonds propres (initiative stratégique n° 7). En outre, la Commission proposera des orientations relatives à la création de fonds de résolution des faillites bancaires susceptibles de constituer des instruments de gestion des crises; ces orientations incluront certaines options telles qu'une taxe sur les établissements financiers (initiative stratégique n° 8). Parallèlement, la Commission prendra les mesures nécessaires concernant le retrait progressif des mesures exceptionnelles au fur et à mesure que la reprise s'affermira.

## **2.2. Faire progresser les initiatives phares énoncées dans «Europe 2020»**

Des mesures concrètes seront prises au cours des prochains mois pour préciser les initiatives phares contenues dans Europe 2020, en coopération étroite avec les formations du Conseil et les parties prenantes concernées.

La Commission présentera ses propositions au moyen des communications suivantes:

- «Une stratégie numérique pour l'Europe» (initiative stratégique n° 9). Cette initiative définira les priorités permettant d'accélérer le déploiement de l'internet à haut débit et d'exploiter les possibilités que les technologies numériques offrent aux ménages et aux entreprises.
- «Une politique industrielle à l'ère de la mondialisation» (initiative stratégique n° 10). Cette initiative exposera les priorités permettant d'améliorer l'environnement dans lequel évoluent les entreprises, notamment les PME, et de soutenir le développement d'une base industrielle forte et durable, à même d'affronter la concurrence mondiale.
- «Un programme européen en faveur de la recherche et de l'innovation» (initiative stratégique n° 11). Cette initiative phare «l'Union pour l'innovation» définira des priorités en vue de l'amélioration des conditions-cadres applicables à la recherche européenne et de ses capacités de créativité et d'innovation, dont l'éco-innovation. Ces travaux alimenteront les discussions qui se dérouleront lors du Conseil européen prévu à l'automne.
- «Jeunesse en action» (initiative stratégique n° 12). Cette initiative fixera des priorités afin de renforcer l'efficacité des systèmes éducatifs, de consolider l'attractivité de l'enseignement supérieur européen et d'offrir aux jeunes de plus nombreux programmes de mobilité. Ces derniers ont été tout particulièrement touchés par la crise; une

communication relative au «chômage des jeunes» (initiative stratégique n° 13) exposera les mesures stratégiques nécessaires pour accroître les possibilités d'emploi des jeunes, encourager l'apprentissage et la formation et faciliter le passage des études à la vie active.

- «Une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois» (initiative stratégique n° 14). Cette initiative définira des priorités en vue de moderniser les marchés du travail, afin de favoriser la mobilité professionnelle et le développement de compétences tout au long de la vie, de manière à améliorer la participation au marché du travail et à établir une meilleure adéquation entre l'offre et la demande.
- «Une plateforme européenne contre la pauvreté» (initiative stratégique n° 15). Cette initiative définira les mesures à prendre pour veiller à ce que les avantages de la croissance et de l'emploi soient largement partagés, de sorte que les personnes en situation de pauvreté se voient donner les moyens de participer activement à la société. Cette initiative s'appuiera en particulier sur les enseignements tirés de «l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale».
- S'agissant de l'initiative phare «Une Europe économe en ressources», les travaux seront également approfondis: l'objectif est de découpler croissance et utilisation des ressources pour conférer à l'Europe un avantage compétitif. Cette approche aidera l'Europe à se développer dans un monde pauvre en carbone disposant de ressources limitées, tout en luttant contre le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la diminution de la biodiversité, et en renforçant la mobilité durable. La Commission élaborera un programme définissant les mesures clés requises pour réaliser les économies d'énergie de 20 % fixées dans les secteurs du bâtiment et des transports, ainsi qu'une stratégie visant à assurer des approvisionnements énergétiques sûrs, durables et compétitifs pour les ménages et les entreprises. La Commission s'emploiera également à réviser la directive sur la taxation de l'énergie afin de taxer les produits énergétiques en fonction de leur contenu énergétique et de leur niveau d'émission de carbone. Au cours de l'année 2010, la Commission:
  - présentera sa vision des choses pour que l'Europe puisse opérer, à l'horizon 2050, la transition vers une économie sobre en carbone, efficace dans l'utilisation des ressources et résiliente au changement climatique, en s'intéressant en particulier à la décarbonisation des secteurs de l'énergie et des transports, afin d'instaurer un cadre à long terme guidant la politique et les investissements, et en incluant une analyse des politiques concrètes requises pour mettre en œuvre une réduction de 30 % en 2020 et des scénarios nécessaires à l'horizon 2030;
  - veillera à la mise en place d'une agriculture durable, productive et compétitive, susceptible d'apporter une contribution importante à la stratégie «Europe 2020», en tenant compte du potentiel de croissance et d'emplois présenté par les zones rurales, tout en garantissant une concurrence équitable; une agriculture de ce type est essentielle pour assurer la cohésion économique, sociale et territoriale, ainsi que pour garantir la sécurité alimentaire. Les travaux engagés porteront notamment sur la base de production des denrées alimentaires et des matières premières renouvelables ainsi que sur le dynamisme des zones rurales et servira de point de départ à la réflexion sur l'avenir de la politique agricole commune (initiative stratégique n° 33).

- préparera la future réforme de la politique de cohésion dans le souci d'assurer la cohésion économique, sociale et territoriale, conformément à la stratégie «Europe 2020», afin de moderniser l'économie de l'UE en partenariat avec les acteurs nationaux, régionaux et locaux; dans ce contexte, le cinquième rapport sur la cohésion étudiera les options envisageables pour l'avenir de la politique de cohésion après 2013 (initiative stratégique n° 34).
- La Commission jette également les bases d'une réforme fondamentale de la politique commune de la pêche en vue de la création des conditions nécessaires à la mise en place d'un secteur européen de la pêche réellement viable et durable et de l'instauration d'une politique maritime intégrée.

### **2.3. *Agir sur les blocages et les chaînons manquants***

Pour faire progresser les initiatives phares énoncées dans Europe 2020, et répondre à l'invitation du Sommet européen de printemps, la Commission est déterminée à agir sur les chaînons manquants et les blocages. En 2010, cela se traduira notamment par les initiatives stratégiques suivantes:

- une communication sur la relance du marché unique (initiative stratégique n° 16). Elle s'appuiera sur les conclusions du rapport commandé par le président Barroso au professeur Monti et jettera les bases d'un ensemble de mesures ambitieuses en faveur du marché unique du 21<sup>e</sup> siècle s'inscrivant dans le cadre du 20<sup>e</sup> anniversaire du marché unique en 2012;
- un règlement relatif aux exigences de traduction s'attachant au futur brevet européen, qui vise à régler la question cruciale de la traduction, indispensable pour faire du brevet européen une réalité (initiative stratégique n° 17);
- un livre blanc sur les transports (initiative stratégique n° 18), qui définira une stratégie et un plan d'action en faveur de la politique et des infrastructures de transport pour la prochaine décennie. L'objectif est d'assurer des transports durables, ce qui suppose de prendre des mesures pour supprimer les freins à la compétitivité, de s'acheminer vers un système de transport moins tributaire des énergies fossiles et d'améliorer la sûreté, la sécurité et les conditions de travail;
- une série de mesures relatives aux infrastructures énergétiques (initiative stratégique n° 19), qui fixeront des priorités en ce qui concerne les interconnexions et le développement de réseaux intelligents dans l'UE.

Dans le même temps, la Commission s'emploiera à veiller à ce que les instruments à sa disposition soient mis à profit pour appuyer la concrétisation de la stratégie 2020. Parallèlement, l'application correcte de la législation de l'Union européenne est essentielle pour l'exécution des politiques de l'UE et la protection équitable des droits des entreprises et des citoyens européens. L'amélioration de la mise en œuvre et de l'application de la législation relative au marché unique, et notamment la mise en œuvre intégrale de la «directive sur les services» constitue, à cet égard, un objectif de premier plan.

### 3. UN PROJET POUR LES CITOYENS: PLACER LES INDIVIDUS AU CŒUR DE L'ACTION EUROPEENNE

La raison d'être de l'Union européenne est d'améliorer le bien-être de ses citoyens et de défendre leurs intérêts. Leurs besoins, leurs préoccupations et les questions qu'ils se posent sont très variés et évoluent rapidement dans le monde actuel. Plusieurs dispositions du traité de Lisbonne contribueront à placer les intérêts des citoyens au cœur de l'action de l'UE et à concrétiser davantage la notion de citoyenneté européenne.

Le programme de Stockholm en faveur d'«une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens», adopté par le Conseil européen lors de son sommet de décembre 2009, constitue un élément clé de ce projet. La Commission s'apprête à présenter (initiative stratégique n° 20) un plan d'action détaillé pour la mise en œuvre de ce programme (2010-2014) afin d'assurer que les avantages apportés par l'espace de liberté, de sécurité et de justice deviennent plus concrets pour les citoyens.

#### 3.1. Construire une Europe des citoyens

La nouvelle Commission a déjà pris d'importantes initiatives au titre du traité de Lisbonne en proposant de mettre en place une «initiative citoyenne» qui permettra aux individus d'appeler les institutions de l'UE à mener des actions, et en préparant le terrain en vue de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme, qui renforcera l'application des droits fondamentaux partout en Europe. De plus, une communication sur la politique de l'UE dans le domaine des droits fondamentaux sera présentée au cours de l'année 2010.

La Commission complétera ses récentes propositions par de nouvelles afin d'améliorer les droits procéduraux pour les citoyens.

En 2010, la Commission continuera de défendre les propositions existantes auprès du législateur de l'UE et complétera son projet citoyen par les initiatives suivantes:

- une proposition relative à la compétence judiciaire et à l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (initiative stratégique n° 21): cette initiative améliorera la reconnaissance transfrontalière des décisions judiciaires;
- une proposition de révision de la directive relative au temps de travail (initiative stratégique n° 22): cette initiative tirera les enseignements de la consultation en cours des partenaires sociaux en vue de clarifier et de modifier la législation existante;
- la mise en place d'un espace judiciaire européen, et notamment d'un cadre de référence dans le domaine du droit des contrats (initiative stratégique n° 23), et l'analyse des obstacles à la libre circulation des citoyens (initiative stratégie n° 24).

Des propositions seront élaborées pour clarifier la mise en œuvre de la directive concernant le détachement de travailleurs et pour s'attaquer à de nouveaux défis, tels que la protection des données à caractère personnel (initiative stratégique n° 25). Parallèlement, à compter de 2010, la Commission analysera de manière approfondie la question de la cohérence des politiques en matière de recours collectif et procédera à une **consultation publique** sur les principes juridiques communs et les aspects concrets dont devrait s'inspirer toute future proposition de législation de l'UE dans le domaine du recours collectif. Les travaux de la Commission

porteront également sur des propositions visant à améliorer la protection des victimes de crimes et délits.

### **3.2. Garantir une Europe ouverte et sûre**

Le plan d'action mettant en œuvre le programme de Stockholm se concentrera en particulier sur la lutte contre la criminalité transfrontalière et renforcera la politique commune en matière d'immigration et d'asile. Il couvrira notamment les domaines suivants:

- la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres menaces par l'amélioration de la coopération policière et judiciaire, y compris l'élaboration d'une stratégie de sécurité intérieure pour l'Union européenne (initiative stratégique n° 26);
- une attention particulière sera accordée à l'intégration de la population immigrante, tout en luttant contre l'immigration illégale et en améliorant la gestion des flux d'immigration, notamment par l'adoption d'une stratégie intégrée en matière de gestion des frontières de l'UE.

### **3.3. Relever les défis à long terme de la société**

La société européenne est confrontée à un certain nombre de défis à long terme qui auront un effet direct sur le quotidien des citoyens: la prolifération des nouvelles technologies, notamment, l'immigration, la pression exercée par le vieillissement de la population, les conséquences du changement climatique et les menaces pesant sur l'environnement. Les pouvoirs publics doivent prendre les mesures nécessaires pour faire face à ces évolutions, d'une part en atténuant les risques qu'elles présentent, et d'autre part en intégrant leurs perspectives dans les projets de demain. Il convient d'analyser minutieusement ces évolutions et d'associer un large éventail de parties prenantes à ce processus. La Commission lancera des débats publics et se penchera sur les thèmes suivants:

- l'avenir des pensions, par la présentation d'un livre vert (initiative stratégique n° 27): cette initiative examinera les options envisageables pour assurer la pérennité et l'adéquation des pensions dans le contexte du vieillissement de la population, des schémas de mobilité en Europe et du fonctionnement des marchés financiers;
- la nécessité d'étoffer les politiques en matière d'immigration légale afin d'alléger la pression exercée par le vieillissement de la population et d'améliorer la compétitivité de l'Europe, en y associant des politiques d'intégration réactualisées;
- une nouvelle stratégie de l'UE en matière de biodiversité, par la présentation d'une communication (initiative stratégique n° 28): cette initiative définira les actions concrètes que l'UE devrait envisager de mener pour honorer ses engagements internationaux et pour tenir compte des pressions exercées sur l'écosystème;
- une capacité de réaction rapide de l'UE par la présentation d'une communication concernant la capacité de réaction de l'UE (initiative stratégique n° 29) afin d'améliorer la réaction de l'UE en cas de catastrophe.

Des débats avec l'opinion publique seront également organisés à la lumière des progrès scientifiques réalisés en matière de clonage animal, de biotechnologie et de nanotechnologie, notamment.

#### **4. POLITIQUE EXTERIEURE: UNE UNION EUROPEENNE COHERENTE ET INFLUENTE**

En tant que puissance politique, économique et commerciale majeure, l'UE doit assumer pleinement son rôle sur la scène internationale. Un niveau élevé d'ambition, de coordination et de discipline est nécessaire pour que l'UE puisse s'exprimer d'une seule voix et se faire entendre. Le traité de Lisbonne propose de nouveaux instruments pour promouvoir plus efficacement les intérêts européens à l'échelle mondiale. Il convient que l'UE exploite pleinement ces possibilités.

##### **4.1. Une représentation extérieure forte et cohérente – l'UE en tant qu'acteur mondial**

En 2010, toutes les nouvelles dispositions prévues par le traité de Lisbonne en matière de représentation extérieure seront en place. Le nouveau poste de haut représentant, la plus grande clarté apportée à la représentation extérieure de l'UE et l'établissement du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) redynamiseront et réorienteront les politiques extérieures de l'UE. Chargée de la représentation extérieure de l'UE en dehors de la PESC/PESD et de proposer et de mettre en œuvre un large éventail de politiques, la Commission a un rôle essentiel à jouer pour réaliser les ambitions de l'UE dans le domaine de la politique extérieure.

Un des principaux enseignements tirés de la crise mondiale est que la taille de l'UE et de la zone euro exerce une influence sur les actions entreprises au niveau mondial. Le traité de Lisbonne prévoit une représentation extérieure plus cohérente de l'UE afin de garantir que son rôle sur la scène internationale soit à la mesure de son poids économique. La Commission proposera de renforcer la représentation européenne au sein des établissements financiers internationaux.

##### **4.2. Approfondissement du programme commercial de l'Europe**

Le commerce international, un des moteurs de la croissance, de l'emploi et de l'investissement au sein de l'Union européenne, revêt à ce titre un très grand intérêt pour les citoyens européens. L'UE est résolument en faveur de sociétés et de marchés ouverts tout en étant déterminée à défendre les intérêts européens. Elle continuera de déployer des efforts pour réduire les barrières aux flux internationaux d'échanges et d'investissements.

La Commission présentera une communication établissant une stratégie commerciale pour l'Europe à l'horizon 2020 (initiative stratégique n° 30). Cette stratégie couvrira notamment la conclusion des négociations commerciales multilatérales et bilatérales en cours, le renforcement de l'application des accords existants, l'élaboration d'initiatives en vue d'ouvrir les marchés aux secteurs de demain, tels que les produits et services de haute technologie, les technologies et les services environnementaux, ainsi que la normalisation internationale. La priorité sera également accordée aux propositions de dialogues stratégiques de haut niveau afin d'examiner des sujets aussi variés que l'accès au marché, le cadre réglementaire, les déséquilibres mondiaux, la lutte contre le changement climatique, l'énergie, l'environnement, l'accès aux matières premières, ou encore la normalisation internationale. La Commission s'emploiera aussi à renforcer les relations bilatérales avec ses principaux partenaires commerciaux tels que les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie.

### **4.3. Concrétisation des politiques de l'UE en matière de voisinage, d'élargissement et de développement**

En vertu du traité, l'UE assume une responsabilité particulière en matière de promotion de la liberté, de la stabilité et de la prospérité dans les pays voisins. La Commission s'est engagée à renforcer les relations privilégiées que l'UE entretient avec ses voisins sur la base du respect des valeurs de l'Union et dans la perspective d'une coopération économique solide. Les services de la Commission collaboreront étroitement avec le SEAE à cet égard.

En outre, la Commission est déterminée à guider le processus d'élargissement. L'évolution des négociations sera liée aux progrès réalisés par les pays candidats, en particulier en ce qui concerne le respect de l'État de droit.

La poursuite du programme international pour le développement sera l'une des priorités majeures de la Commission: elle proposera un plan d'action de l'UE dans la perspective du sommet des objectifs du Millénaire pour le développement, prévu pour 2015 (initiative stratégique n° 31). La Commission continue de souscrire aux objectifs de Monterrey en matière d'aide publique au développement, et reste engagée à respecter la déclaration de Paris et le Plan d'action d'Accra sur l'efficacité de l'aide. Des actions spécifiques ont été lancées pour assurer l'efficacité de l'aide, la responsabilité et la cohérence des synergies entre la politique de développement et les stratégies appliquées dans les domaines de la migration, de la sécurité, de la lutte contre le changement climatique, de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de l'accès aux soins de santé et de l'éducation.

## **5. MODERNISER LES INSTRUMENTS ET LES METHODES DE TRAVAIL DE L'UE**

Le présent programme de travail vise à attirer l'attention sur de nouvelles initiatives mais, en 2010, la Commission s'attachera tout particulièrement à utiliser efficacement les moyens d'action existants et à préparer le terrain en vue de leur modernisation.

### **5.1. Réglementation intelligente (smart regulation) – garantir l'efficacité des politiques**

La garantie d'un cadre réglementaire de qualité pour les citoyens et les entreprises relève de la responsabilité partagée de l'ensemble des institutions de l'UE et des États membres. Les initiatives menées à l'échelle européenne doivent démontrer une réelle valeur ajoutée de l'UE et être proportionnées quant à leur portée et à leur nature. Pour qu'il en soit réellement ainsi, la Commission a mis en place toute une série d'instruments axés sur la réglementation intelligente. Le moment est venu de passer à la vitesse supérieure pour l'application pratique de ces instruments, en les reliant totalement entre eux et en les intégrant pleinement tout au long du cycle réglementaire en vue d'obtenir des résultats efficaces. Dans le cadre de la préparation des initiatives stratégiques, la coordination interne sera étayée par des groupes de travail interservices qui suivront leur évolution du stade de l'analyse d'impact à la conception et à l'achèvement de l'initiative concernée.

#### *Analyse d'impact*

Notre système d'analyse d'impact soutient largement la comparaison avec les meilleures pratiques internationales en matière de transparence et d'efficacité. L'objectif prioritaire consistera à présent à faire en sorte que ce système déploie tout son potentiel, tant sur le plan de la portée que sur celui du contenu. Toutes les initiatives de la Commission dont les répercussions seront importantes, y compris les propositions d'actes délégués et d'actes d'exécution, devraient faire l'objet d'une analyse d'impact. La situation économique actuelle

entraînant des conséquences particulièrement lourdes sur le plan social et de l'emploi, la Commission s'emploiera à renforcer son analyse des effets dans ces domaines.

Pour améliorer la transparence des travaux en matière d'analyse d'impact, la Commission établira des feuilles de route pour toutes les initiatives susceptibles d'avoir des incidences non négligeables. Elle encourage les parties prenantes à utiliser ces feuilles de route pour préparer leur contribution au processus d'élaboration des politiques.

#### *Évaluation ex post et «bilans de la qualité» des réglementations*

Il est essentiel de procéder à une évaluation ex post systématique pour veiller à ce que nos politiques forment un cadre cohérent et que leurs objectifs soient effectivement atteints. À plus long terme, une évaluation ex post complète deviendra une condition préalable à la révision des actes législatifs importants destinés à être inclus dans les futurs programmes de travail de la Commission.

Pour que la réglementation actuelle reste adaptée au but recherché, la Commission commencera dès cette année, dans certains domaines d'action, à réexaminer l'ensemble de la législation au moyen de «bilans de la qualité». L'objectif consiste à mettre en évidence les charges excessives, les chevauchements, les lacunes, les incohérences et/ou les mesures obsolètes qui ont pu apparaître au fil du temps. Des exercices pilotes débuteront en 2010 dans quatre domaines: l'environnement, les transports, l'emploi et la politique sociale, ainsi que la politique industrielle.

#### *Simplification, réduction des charges administratives et retraits*

La simplification de la législation et la réduction des charges administratives resteront prioritaires et feront partie intégrante du processus visant à assurer une réglementation intelligente. La Commission, qui a déjà présenté des propositions allant au-delà de l'objectif de 2012, à savoir une réduction de 25 pour cent de la charge administrative, s'est engagée à poursuivre ses efforts au cours des prochaines années. Une attention particulière sera accordée au suivi des travaux avec le Parlement européen, le Conseil et les États membres, car les entreprises ne percevront les avantages résultant de ces efforts que lorsque le législateur aura adopté les propositions et que ces dernières auront été mises en œuvre au niveau national. En parallèle, la Commission présentera au cours des prochaines années 46 propositions de simplification (voir l'annexe III). De plus, elle a l'intention de retirer un certain nombre de propositions, dont la liste figure dans l'annexe IV.

#### *Mise en œuvre*

Une responsabilité essentielle de la Commission consiste à s'assurer que les effets de la législation de l'UE sont ressentis sur l'ensemble du territoire de l'Union. Le cas échéant, la Commission continuera d'intervenir, notamment par des moyens juridiques, pour garantir la mise en œuvre intégrale et correcte de la législation existante. Elle intensifiera aussi ses efforts pour aider les États membres à mettre en œuvre la nouvelle législation dans les délais et d'une manière appropriée.

## **5.2. Communiquer sur l'Europe**

Communiquer sur l'Europe de manière transparente et accessible est une condition préalable à remplir pour que les citoyens participent à la vie démocratique de l'Union et soient pleinement conscients des opportunités offertes par les politiques de l'UE. Elle relève de la responsabilité partagée de tous les acteurs, à quelque niveau que ce soit, et la Commission est disposée à jouer son rôle à cet égard. Outre les actions d'information et de communication plus générales,

la Commission mettra l'accent sur trois priorités communes en matière de communication: piloter la relance économique et mobiliser de nouvelles sources de croissance; agir dans les domaines du climat et de l'énergie; faire fonctionner le traité de Lisbonne pour les citoyens européens.

### **5.3. Adapter le cadre financier de l'UE aux priorités politiques**

Le budget de l'UE doit servir à relever les principaux défis qui se posent à l'Europe et apporter une réelle valeur ajoutée en promouvant les grands objectifs stratégiques de l'Union. Au titre de sa vision politique d'ensemble, la Commission présentera cette année un réexamen du budget (initiative stratégique 32) qui étudiera comment il serait possible de modifier l'équilibre du budget, ses priorités et ses procédures pour garantir au contribuable européen un retour sur investissement optimal et esquisser les contours du processus qui conduira au prochain cadre financier pluriannuel.

Dans le contexte global de la préparation du prochain cadre financier pluriannuel, la Commission mènera en 2010 de vastes consultations avec les parties prenantes sur la future direction à imprimer aux grandes politiques de dépenses de l'UE, telles que la politique agricole commune, la politique de cohésion et la politique de la recherche. L'objectif sera d'évaluer les résultats obtenus à ce jour et de recenser les défis qui s'annoncent au-delà de 2013, de recueillir l'avis des parties prenantes sur la future orientation des politiques et d'apprécier le rôle du budget de l'UE dans l'obtention de résultats tangibles dans ces domaines à travers l'UE. Ces travaux s'appuieront sur les orientations qui se dégageront du réexamen du budget et serviront à élaborer les propositions que la Commission formulera en 2011 concernant le prochain cadre financier pluriannuel.

Cet exercice devrait comporter une réflexion sur les instruments de développement économique existants, en prélude à l'élaboration de la série de propositions relatives au prochain cadre financier, ainsi que l'exploration de nouvelles voies pour exercer un effet de levier sur les investissements tant publics que privés dans l'UE, par exemple par l'intermédiaire de la Banque européenne d'investissement.

Parallèlement à cette approche stratégique, la Commission continuera de renforcer la pratique d'une gestion financière saine, tout en simplifiant le cadre de mise en œuvre, en mettant fortement l'accent sur les résultats, la valeur ajoutée et le rapport coût-efficacité des dépenses de l'UE. Une attention particulière continuera d'être portée à l'amélioration et à la mise en œuvre de systèmes de gestion et de contrôle sains, solides, cohérents et rentables tant au sein de la Commission que dans les États membres. La Commission poursuivra par ailleurs sa réflexion sur le futur de l'OLAF.

## **6. CONCLUSION: ALLER DE L'AVANT**

Le premier programme de travail de la nouvelle Commission expose l'ambition et les engagements de cette dernière pour 2010 et au-delà. Il aborde les préoccupations du moment et établit la voie à suivre pour relever les défis qui s'annoncent, en préparant le terrain pour les travaux futurs à mener pendant le reste du mandat.

Pour faciliter le dialogue, assurer la prévisibilité et veiller à la transparence, les informations suivantes sont jointes au présent programme de travail:

- une liste d'initiatives stratégiques que la Commission s'engage à mettre en œuvre en 2010 (annexe I),
- les grandes propositions envisagées pour 2010 et au-delà, qui constituent des prévisions indicatives pour le reste du mandat (annexe II),
- une liste de propositions de simplification et de retraits (annexes III et IV).

La Commission réexaminera son programme de travail chaque année, en fixant de nouvelles initiatives stratégiques annuelles et en adaptant le volet pluriannuel, s'il y a lieu, à la lumière de l'évolution de la situation, et notamment des résultats des travaux préparatoires et de l'examen de la mise en œuvre.

La Commission va maintenant travailler en liaison étroite avec le Parlement européen et le Conseil, ainsi qu'avec les parties concernées, pour veiller à ce que tant l'approche globale que les initiatives individuelles rencontrent une large adhésion. La présente Commission souhaiterait que son programme de travail serve de pierre angulaire à la programmation interinstitutionnelle commune proposée à l'article 17, paragraphe 1, du traité de Lisbonne. La Commission maintiendra un dialogue permanent avec les institutions et parties prenantes de l'UE pour faire évoluer et mettre en œuvre son programme de travail.

EN

EN

EN



EUROPEAN COMMISSION

Brussels, 31.3.2010  
COM(2010) 135 final  
***VOL. II***

**ANNEXES**

*to the*

**COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN  
PARLIAMENT, THE COUNCIL, THE EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL  
COMMITTEE AND THE COMMITTEE OF THE REGIONS**

**Commission Work Programme 2010**

**Time to act**

## Annex I : Strategic initiatives scheduled for adoption in 2010\*

\*Initiatives, which the Commission is committed to adopt in 2010 (9 months: April – December).

Title	Type of initiative	Description of scope of objectives
<b>Tackling the crisis</b>		
1. Communication on the establishment of a system of enhanced policy coordination based on broader and deeper surveillance (2 <sup>nd</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will propose means to reinforce the euro area's capacity to promote stability and cohesiveness of the monetary union, building on the existing governance framework of the Stability and Growth Pact and Europe 2020. It will suggest ways to implement article 136 of the Lisbon Treaty in practice, to address fiscal and macroeconomic imbalances through more efficient surveillance.
2. Legislative proposal to improve transparency and stability in Derivatives markets (CCP) (2 <sup>nd</sup> quarter)	Legislative	The main goal is to increase the safety of derivatives markets through increased transparency and decreased counterparty risk. The proposed legislation will mandate Central Counterparty Clearing (CCP) for standardised derivatives contracts and establish common safety, regulatory and operational standards for CCPs in order to reduce counterparty risk. It will also mandate market participants to record positions and all transactions not cleared by a CCP in trade repositories and establish regulation and supervision of trade repositories in order to increase transparency.
3. Legislative initiative on short selling / Credit Default Swaps (3 <sup>rd</sup> quarter)	Legislative	The initiative will aim to prevent detrimental trading practices in derivatives and other financial instruments. The initiative complements the comprehensive approach to financial derivatives for credit default swaps.
4. Revision of the Directive on Deposit Guarantee Schemes (2 <sup>nd</sup> quarter)	Legislative	The aim of the revision is to enhance consumer (depositor) protection by harmonising guarantee levels on bank deposits to € 100,000 and to ensure greater effectiveness of the Deposit Guarantee Schemes Directive.
5. Revision of the Market Abuse Directive ( 4 <sup>th</sup> quarter)	Legislative	The aim is to increase market integrity by defining cases of market abuse, to protect investors and to enable competent administrative authorities to investigate and sanction market abuse. It will also cover the level and the nature of sanctions for market abuse.
6. Communication on effective and efficient crisis management framework (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will set out the Commission's proposals in order to equip authorities with the tools necessary to effectively resolve cross-border bank crises, thereby reducing costs to the taxpayer. New tools should improve legal certainty and reduce the risk of legal challenge.
7. Revision of the Capital Requirements Directive (CRD IV) (4 <sup>th</sup> quarter)	Legislative	The Revision will cover leverage ratio, dynamic provisioning, liquidity, procyclicality/buffers, definition of capital, systemically important financial institutions and counterparty credit risks. The aim is to update the legislative framework in response to the crisis and to promote financial stability in the EU, e.g. force banks to put excess capital aside when market conditions are good and to build up a cushion of capital when market conditions worsen.
8. Communication on options for bank resolution funds (2 <sup>nd</sup> quarter)	Non-legislative	The Paper will set out options for the European Council on the establishment of bank resolution funds as a crisis management tool, in the light of the IMF's expected report in April.

<b>Advancing the "Europe 2020" flagship initiatives</b>		
9. Communication on a European Digital Agenda (2 <sup>nd</sup> quarter)	Legislative /Non-legislative	The European Digital Agenda will aim at exploiting the potential of Information and Communication Technologies as a major enabling technology for moving to a low-carbon, knowledge-based and competitive economy. It will adopt an integrated approach to the challenges of a digital economy and society, addressing the issues both from the supply and demand side. It will identify concrete measures to be taken at EU or Member States' level for rolling out high speed internet, achieving a borderless online market for goods, services and content; upgrading skills and delivering the services of the future.
10. Communication on "An Industrial Policy for the Globalised Era" (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will translate the overall objectives of enhancing industrial competitiveness whilst pursuing a low-carbon path into concrete initiatives at EU level; it will define a framework with stakeholders to steer the restructuring of sectors towards future oriented activities combining instruments such as smart regulation, public procurement, competition rules and standards, as well as work with social partners to deal with the anticipation and management of change, and the social consequences of restructuring.
11. Communication on a European Plan for Research and Innovation (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	The European Plan for Research and Innovation will propose an indicator to track innovation, as announced in the Europe 2020 Communication. It will also specify a policy framework for developing European Research and Innovation Partnerships, developing underpinning technologies, optimising framework conditions for research and innovation, strengthening, simplifying and further developing the scope of EU instruments to support research and innovation. Building on the review of Environmental Technology Action Plan (2004-2009), eco-innovation will also be addressed.
12. "Youth on the Move" initiative (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will set out a strategy to integrate EU and national mobility, university and researchers programmes, to modernise higher education, to promote entrepreneurship through mobility of young professionals, and to promote the recognition of informal learning. It will announce further initiatives, covering both policy and programme related elements, which will be brought forward in coming years. This framework will include a European entrepreneur exchange programme - "ERASMUS for young entrepreneurs".
13. Communication on Youth Employment (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will look at ways of strengthening policy to overcome the impact of the crisis on young people. It will explore how to ease transitions from education and training work. The document will also address how to ensure a better link between policy priorities and EU funds, especially the European Social Fund. The Communication will announce a set of new initiatives including the promotion of youth geographical mobility (EURES), a mobilisation of the business sector to recruit youth, and announce increased direct support to innovative projects through PROGRESS, the Lifelong Learning and Youth in Action Programmes.
14. Agenda for New skills and jobs (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	The purpose is to identify ways to better manage economic transitions and raise activity rates, to facilitate intra-EU labour mobility and better match skills and labour supply with demand with appropriate financial support from the structural funds, to strengthen the capacity of social partners, to strengthen cooperation in education and training, aimed at raising skill levels, and ensuring that competences are acquired and recognised throughout general, vocational, higher and adult education: a European Skills, Competences and Occupations framework (ESCO).
15. Communication on the platform against poverty (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The aim is to put forward proposals for a platform against poverty and announce changes to the Social OMC to help deliver this. The Communication will look at progress in the social domain and push forward an agenda to generate greater political commitment and visibility, and a stronger positive interaction with other policies. Particular focus will be on active inclusion and child poverty.

<b>Tackling Europe's bottlenecks</b>		
16. Relaunch of the Single Market (2 <sup>nd</sup> quarter)	Non-legislative	This Communication will follow the Monti Report. In follow up to the Europe 2020 Strategy it will provide a diagnosis of the 'missing links' and set direction for a relaunch of the Single Market to deliver on its full potential.
17. Regulation governing translation requirements for the future EU patent (2 <sup>nd</sup> quarter)	Legislative	The Regulation is needed in order to solve the translation arrangements for the EU Patent, which have been excluded from the EU Patent Regulation (given that the Lisbon Treaty provides for a specific legal basis for a separate Regulation on linguistic and translation arrangements). This is a critical element in making the EU Patent a reality.
18. White Paper on the future of transport (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The White Paper will outline a transport action programme until 2020. It will define the overall framework for actions in the next ten years in the fields of transport infrastructure, internal market legislation, decarbonisation of transport, technology for traffic management and clean vehicles, and the use of standardisation, market based instruments and incentives. It will set out the actions required to create a Single Transport area and address the targets of EU 2020 Strategy (i.e. in particular the 3% of GDP in R&D and the 20/20/20 targets for GHG emissions, renewable energy and energy efficiency).
19. Energy Infrastructure Package: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communication on Energy Infrastructure Development for the 2020/30 horizon</li> <li>• Commission staff working paper on energy infrastructure</li> <li>• Communication on the preparation of a blue print for offshore grids in the Northern Seas of Europe</li> <li>• Report on the state of play of smart grids</li> </ul> (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative/ Legislative	<p>The Communication will focus on investment needs, based on supply and demand scenarios, the 10-year network plans of the European Network of Transmission System Operators (ENTSO) and on priorities for infrastructure development and funding. Furthermore, it will look at measures aiming at diversifying gas supply sources and routes as well as at future infrastructure needs, e.g. for oil or CO<sub>2</sub>.</p> <p>The staff working paper will evaluate the six priority infrastructure actions announced in the 2<sup>nd</sup> Strategic Energy Review, including Mediterranean gas and electricity interconnection. The Communication on offshore grids will present a vision for 2020 and 2030 as well as identify key regulatory issues to address in order to enable more integrated grid solutions to be developed in the longer term. The report on smart grids will present developments in this field leading to a possible legislative proposal in 2011.</p>
<b>Putting people at the Heart of European action and building a citizens' Europe</b>		
20. Action Plan Implementing the Stockholm Programme (2 <sup>nd</sup> quarter)	Non-legislative	<p>The Action Plan will elaborate the Stockholm Programme by setting out precise actions to be taken to fulfil its objectives. It could consist of:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a short introductory communication which aims to allow the new Commission to give its views on the Programme, highlighting its priorities for the next term; and transforming the Stockholm programme into a more focused political message;</li> <li>- a set of tables with the actions needed to fulfil the Stockholm Programme objectives, indicating for each of them, the timeframe for delivery and the responsible party(ies) covering the period 2010-2014.</li> </ul>
21. Revision of Regulation (EC) No 44/2001 on jurisdiction, recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters (Brussels I) (4 <sup>th</sup> quarter)	Legislative	The amendment of the Regulation will pursue the following objectives: move toward the abolition of exequatur in civil and commercial matters, extend its scope to situations involving relations with third States, adapt its provisions to new international instruments in the area concerned and improve the operation of those provisions where problems have been detected in their application.

22. Revision of the Working Time Directive (4 <sup>th</sup> quarter)	Legislative	The purpose is to come forward with new proposals to adapt the legislation to the needs of workers, businesses, public services and consumers of the 21st century. These proposals will be based on a two-stage consultation of Social Partners (treaty based) and a legal, social and economic impact assessment published in advance.
23. Communication on the European contract law - Method towards the adoption of the Common Framework Reference (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication aims to open a process leading to a European Contract Law as optional 28th regime or even a European Civil Code. Based on the work undertaken on the Common Frame of Reference (CFR) on contractual matters, the initiative will set out the method to adopt and use the CFR. A new regime would ease cross-border transactions guaranteeing standard terms and conditions, benefitting small businesses venturing into new markets.
24. Citizenship Report including analysis and remedies for obstacles to free movement (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	Article 25 TFEU invites the European Commission to produce a Report every three years on the application of Citizenship Rights. On this basis, proposals to 'strengthen or add' to these rights can be made. The citizenship report will also report on obstacles for citizens when trying to source goods and services across borders and propose how they can best be removed.
25. New comprehensive legal framework for data protection (4 <sup>th</sup> quarter)	Legislative	The EU Data Protection Directive (1995) needs to be adapted to new technological developments and in addition ensure data protection with regard all EU action, as foreseen by the Lisbon Treaty (Article 16) and the Charter of Fundamental rights.
<b>Ensuring an open and secure Europe</b>		
26. Communication on Internal Security Strategy (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The internal security strategy is an important part of the Stockholm Programme. The Stockholm Programme identifies common threats and common tools and policies which the EU needs to deploy to maximum effect in tackling those threats. The Spanish Presidency prepared a first document aimed at citizens. The Communication will consolidate these works through effective policies in police cooperation, access to borders and criminal justice to combat common threats. Its emphasis will be on where EU can add value through specific actions.
<b>Addressing long-term societal changes</b>		
27. Green Paper on Pensions (2 <sup>nd</sup> quarter)	Non-legislative	The aim is to identify challenges, to discuss the responsibilities of Member States and the Union in this domain, and to collect input from a wide range of stakeholders. The Green paper will be broad in scope, and will look at a range of policy tools. These include the use of the Open Method of Coordination in the pensions domain, looking at Art. 8 of the Insolvency Directive, the Directive on safeguarding supplementary pension rights, the IORP Directive, and the interaction with the Social Security Regulation. The Green paper will also consider implications more widely including issues linked to insurance, investment (private savings), and housing (equity release).
28. Communication on a new post-2010 EU biodiversity policy and strategy (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will set out the commitments that the EU should consider taking on in the context of international efforts and in the light of the pressures on the ecosystems. The strategy will establish a number of sub-targets on the basis of which action will be undertaken. The analysis will cover all pressures (over-exploitation; climate change; land-use change/fragmentation; invasive species) and ecosystems (forest, water, marine, etc). However, emphasis will be on the main biodiversity components or pressures exerted at EU level by specific sectors (incl. agriculture and fisheries), to ensure focus and more effective delivery.
29. Communication on the reinforcement of the EU's Disaster Response Capacity (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	Communication setting out options to reinforce the EU Disaster Response and preparedness capacities inside and outside the Europe, covering three main building blocks: civil protection, humanitarian aid and increased civil-military cooperation.

<b>Deepening Europe's trade agenda</b>		
30. Communication on "A trade strategy for Europe 2020" (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	The communication will set out the broad strategic trade policy priorities that need to be pursued in the next few years. The initiative will also relate to other relevant economic and horizontal strategies adopted at EU level, in particular the Europe 2020 Strategy.
31. Communication on the Union contribution to achieving the Millennium Development Goals: a twelve point action plan in support of the MDGs	Non-legislative	To prepare for the UN High Level MDGs Review Summit (Sept 2010), assessing progress on reaching the eight MDGs by 2015 and identifying a joint EU strategy for ensuring its fair contribution to meeting the remaining challenges.
<b>Modernizing EU instruments and the ways of working</b>		
32. Budget Review (3 <sup>rd</sup> quarter)	Non-legislative	In light of the priorities identified in Europe 2020 Strategy, this comprehensive review of the EU budget for the period 2007-2013 will assess how the EU's financial resources most effectively reflect and serve the key policy objectives of the Union, thus paving the way for the discussions leading to the next Multiannual Financial Framework.
33. Communication on the future of the Common Agriculture Policy (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	The Communication will explore avenues on the future of the CAP essential to the public debate and to ensure consultation before preparation of legal proposals. It will follow on the Budget Review and will be without prejudice to the proposals that the Commission will make in 2011 on the multi-annual financial framework.
34. Fifth report on economic, social, and territorial cohesion (4 <sup>th</sup> quarter)	Non-legislative	Progress made on economic, social and territorial cohesion, and the integration of EU priorities; the role of the Funds, the EIB and the other financial instruments, and the effect of other EU and national policies on the progress made including options on the future of cohesion policy before preparation of legal proposals. It will follow on the Budget Review and will be without prejudice to the proposals that the Commission will make in 2011 on the multi-annual financial framework.

## Annex II : Indicative list of possible strategic and priority initiatives under consideration\*

\*Initiatives are grouped by policy area. Under each policy area, the initiatives listed in **bold** are potential strategic initiatives. The initiatives listed cover 2010 and beyond.<sup>1</sup>

Title	Type of initiative	Description of scope of objectives
<b>Agriculture and Rural Development</b>		
<b>Legislative proposals as a follow-up to the Commission Communication on Common Agriculture Policy post 2013</b>	Legislative	Legislative follow-up to the Commission Communication on CAP post 2013.
Package on agricultural product quality policy	Legislative and non-legislative	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recast the legislation on geographical indications.</li> <li>- Examine the feasibility of laying down specific optional reserved terms such as 'product of mountain farming'</li> <li>- Consider laying down a general basic marketing standard and appropriate labelling indicating place of farming within marketing standards for agricultural products.</li> <li>- Guidelines for agricultural product quality certification schemes</li> </ul>
Alignment of Council Regulations (EC) 1290/2005 (financing of the common agricultural policy), 1234/2007 (Single CMO), 247/2006 (POSEI) and others	Legislative	The aim is alignment of the delegated and implementing powers of the Commission with the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU)
Report on milk quotas following Health Check (Art 184(6) of R 1234/2007)	Non-legislative	In accordance with the conclusions of the Health Check of the Common Agriculture Policy in November 2009 the Commission is to present two reports on the dairy sector, one before 2011 and one before 2013, with particular focus on the implementation of the soft landing approach. This will be the first of those two reports.
Legislative proposal following the Commission Communication "Towards a better targeting of the aid to farmers in areas with natural handicaps" (Less Favoured Areas)	Legislative	Support for Less Favoured Areas (LFAs) is granted with the objective to contribute through the continued use of agricultural land to maintaining the countryside, as well as to maintaining and promoting sustainable farming systems. It is a vital part of the Rural Development Policy.
Follow-up to the High Level Group on milk	Legislative and non-legislative	The High Level Group will finish its report in June 2010. Legislative proposals and non-legislative initiatives may follow.
<b>Budget</b>		
<b>Proposal for a new Multiannual Financial Framework</b>		Setting out the budgetary priorities and the proposal for a new MFF for the coming period.
Triennial revision of Financial Regulation and implementing rules	Legislative	The purpose of the revision of the Financial Regulation is to create conditions for better leveraging of budget appropriations (trust funds, IFIs, PPPs) promote the performance-oriented approach to grants and increase accountability for budget implementation.

<sup>1</sup> (\*\*) indicate soft law initiatives.

Report on the functioning of the Interinstitutional Agreement	Non-legislative	This report will present a thorough examination of the functioning of the current Interinstitutional Agreement (IIA) – in line with Declaration 1 to the IIA – accompanied, if necessary, by relevant proposals.
<b>Climate Action</b>		
<b>Communication on "Mainstreaming Climate Adaptation and Mitigation in EU policies and climate proofing of financial instruments"</b>	Non-legislative	Communication to include a strategy and concrete actions to mainstream climate adaptation and mitigation in other EU policies and financial instruments. This includes in particular climate proofing of policies such as agriculture and rural development, industry and services, energy, transport, research and innovation, health, water, marine and fisheries, ecosystems and biodiversity.
Communication on the analysis of practical policies required to implement a 30% EU emission reduction and assessment of situation of Energy Intensive Industries	Non-legislative	Analysis of the measures needed to step beyond 20% emission reduction by 2020, in view of decarbonisation objectives for 2050. Includes also an assessment of the situation of energy intensive industries at risk of carbon leakage.
Possible Commission initiative to step up beyond 20% (20 to 30%)	Legislative	Pending outcome of the 2010 analysis, possible initiative to possibly reach emission reduction target beyond 20%.
Communication on roadmap for low-carbon economy by 2050, also with a view to determining the necessary scenarios for 2030	Non-legislative	The Communication will develop an analysis of milestones on the pathway to 2050, including the necessary scenarios of the ambition level for 2030 reflecting the contributions from key emitting sectors.
Proposal for a revision of existing legislation to integrate mitigation and adaptation	Legislative	As a follow up to the Communication on Adaptation, specific proposals to integrate climate change mitigation and adaptation in the different policies and programmes.
Report and poss. proposal for revision of the Regulation on fluorinated greenhouse gases	Non-legislative / Legislative	Report to assess the implementation of the F gases Regulation. Review required by the Regulation accompanied by legislative proposal if necessary.
Revision of the EU Greenhouse Gas Monitoring Decision	Legislative	Streamline and improve existing GHG monitoring and reporting requirements
<b>Competition</b>		
Review of the competition policy framework for the motor vehicle industry (Motorvehicle Block Exemption Regulation)	Legislative and Non-Legislative	In October 2009, the Commission adopted draft guidelines and a draft Block Exemption for the motor vehicle sector ("Motor vehicle BER"). They are intended to replace the existing BER as of 1 June 2010 with regard to the aftermarket, and as of 1 June 2013 for the primary market. The public consultation of the drafts finished in February 2010.
State aid short-term export-credit insurance communication	Non-legislative	The Communication on Short Term Export Credit Insurance aims to remove distortions of competition due to State aid in the short term export-credit insurance sector. It applies to state aid in the short term export-credit insurance sector. The current communication expires at the end of 2010, unless it is prolonged or reviewed.
Review of antitrust policy towards horizontal agreements: review of two regulations (R&D agreements and specialisation agreements) and Guidelines on the application of art. 101 TFEU to horizontal co-operation agreements	Legislative and Non-Legislative	Review of the current Block Exemption Regulations for specialisation and R&D agreements which expire in December 2010; in parallel review of the Guidelines on horizontal cooperation agreements. The objective is to ensure the effective protection of competition in the area of horizontal cooperation agreements and provide legal security for undertakings.

Modification of the environmental guidelines with respect to the EU emission trading system after 2013	Non-legislative	A modification to the environmental guidelines will have to be adopted to establish rules for the treatment of aid connected to the Emission Trading System (touching on the politically sensitive issue of "carbon leakage").
Proposal for a regulation on State aid to the coal industry	Legislative	Proposal of a Council regulation to authorise closure aid and aid for inherited costs in the coal sector. Existing regulation will expire at the end of 2010.
Review of Framework on State aid to shipbuilding	Non-legislative	The shipbuilding industry is subject to specific State aid rules, in particular to tighter regional aid rules and to market adapted innovation aid rules. In 2007-2008, it was decided to prolong the Shipbuilding Framework by 2 additional years. Alternative options had been explored and the industry had been given the opportunity to voice its opinion. The review will cover the questions whether sector specific rules are still needed and if yes, whether and in how far amendments to the existing rules are necessary.
<b>Development</b>		
<b>Future of EDF</b>	legislative	The current EDF ends in 2013, possible integration of the EDF into the EU budget.
MDG spring package (SWDs: aid effectiveness, MDGs, Aid for Trade, Financing for Development) plus 1 <sup>st</sup> Policy Coherence for Development PCD Work Programme/ with a view to 2010 MDG Review Summit (spring)	Non-legislative	The package will consist of the Communication (point 31) accompanied by supporting documents (Progress made on the Millennium Development Goals, Financing for Development, Aid effectiveness, Aid for Trade and the first PCD work programme) as well as separate Communications on an EU policy framework to assist developing countries in addressing food security challenges, EU role in Global Health and Tax and Development: cooperating with Developing countries on promoting good governance in tax matters.
Communication on the Joint Africa-EU Strategy	Non-legislative	In preparation of the third EU-Africa Summit (Tripoli Nov 2010) the Communication will evaluate the implementation of the Joint Africa-EU Strategy; assess the results and shortfalls of the Strategy's first Action Plan (2008-2010); make the necessary proposals for the next Action Plan (2011-2013), and address the political and strategic dimension of the Partnership, and make recommendations to enhance its effectiveness.
Green paper on budget support	Non-legislative	The weight of budget support in our external cooperation – almost half of EDF programming - requires an open debate on this controversial issue in order to foster a strong European consensus around this instrument..
Communication on climate change and development	Non-legislative	This initiative will take stock of the results of the Copenhagen summit building on what could be agreed in Copenhagen. An important element in this strategy should be the implementation of the Fast Start Financing which the EU committed to in December 2009, bearing in mind that those working more closely with the EU in Copenhagen were the developing countries, particularly the poorest and most vulnerable.
Proposal on replacing the (expiring) Association with Overseas Countries and Territories (OCTs)	legislative	Council Decision 2001/822/EC of 27/11/2001 on the association of the Overseas Countries and Territories expires on 31/12/2013 and will need to be replaced.
Review of the European Consensus for Development	Non-legislative	This initiative will build on the results of the review of MDGs at the 2010 summit if it is felt appropriate to review the 2005 European Consensus for Development.
Communication on Enhancing Growth and Competitiveness in Partnership with Business: a Strategy for Business in Developing Countries	Non-legislative	The initiative will target growth and jobs creation in developing countries in partnership with the private sector. It is the external projection of the Europe 2020 inclusive growth approach.

<b>Digital Agenda</b>		
Communication on Broadband Strategy	Non-legislative	In the general context of the Digital Agenda, the EU Broadband Strategy will provide the policy framework for action aimed at supporting 100% EU coverage of broadband and at increasing investment in Next Generation Access
(**) Next Generation Access Recommendation	Non-legislative	In the context of the European Digital Agenda, the objective of the Recommendation is to give guidance to National Regulatory Authorities on the future design of regulatory remedies concerning Next Generation Accesses (NGA) in the interests of regulatory consistency in the single market.
Radio Spectrum Policy Programme (RSPP)	Legislative	The aim of the multiannual RSPP is to define strategic orientations for EU spectrum policy, including the need for spectrum resources to help the EU to meet key objectives, such as the development of high-speed communications for all.
800 MHz band Decision	Legislative	Technical harmonisation decision setting the minimum conditions to be respected by users of the 800 MHz band for other than terrestrial broadcasting use.
Future of universal service and users' rights	Non-legislative	This Communication is part of the follow-up to the Commission Declaration on universal service to the EP in 2009 which will summarise the results of the public consultation on future universal service principles (1st half of 2010) and will assess the need for an update of the Universal Service Directive 2002/22/EC.
eSignature directive	Legislative	Framework for Electronic identity (eID) and authentication
eHealth Action Plan	Non-legislative	Roadmap 2011-15 to lay out targets operational steps towards the wide roll out of interoperable electronic health records, telemedicine services
(**) IT security standards in public procurement	Non-legislative	Council Recommendation to promote the adoption of IT security standards in public procurement (i.e. ISO/IEC 15408: Evaluation Criteria for Information Technology Security).
Regulation on a modernised Agency for network and information security (ENISA).	Legislative / Non-legislative	The exiting Regulation establishing the European Network and Information Security Agency (ENISA) will expire in March 2012.
Report on the state of developments of roaming services in the EU	Non-legislative	Under the amended Roaming Regulation the European Commission must produce a report by 30 June 2011, reviewing the functioning of the Regulation and assessing whether its objectives have been reached.
Critical Information Infrastructure Protection	Non-legislative	The Communication will propose policy guidelines for international cooperation on Internet resilience and stability.
Review of the Directive on reuse of public sector information	Legislative	The review will address the scope of the instrument, limitations on charges for the re-use of public sector information and clarifying the principle that all material that is generally accessible is also re-usable for non-commercial and commercial purposes.
(**) European Trustmarks	Non-legislative	The recommendation would establish an EU trademark which could be used only by cross border web-services fulfilling the requirements described by the regulation.
<b>Economic and Monetary affairs</b>		
Communication on External Economic Representation in the IMF and the World Bank	Non-legislative	The Communication will consider the existing coordination procedures and will propose a three-stage approach to increase the effectiveness and efficiency of euro area/EU representation in the IMF and World Bank.

Commission Proposal for a Decision of the European Parliament and of the Council granting an EU guarantee to the European Investment Bank against losses under loans and guarantees for projects outside the EU	Legislative	The EU offers a budgetary guarantee to the European Investment Bank (EIB) covering risks of a sovereign and political nature in connection with its loan and loan guarantee operations carried out outside the EU in support of EU external policy objectives (the so-called EIB external mandate). The Commission is required to present a proposal for the second half of the 2007-2013 period. A subsequent Commission proposal should be prepared for the next financial framework (2014-2020).
Framework regulation for Macro-Financial Assistance (MFA)	Legislative	Streamlining the decision making process of this EU external assistance instrument to make it more timely and efficient. The urgency of crisis situations is a strong argument to avoid long procedures and delays. Instead of case by case decisions, a framework regulation for delivering MFA to third countries with which the European Union has important political, economic and commercial ties is proposed in order to make this instrument more responsive.
Proposal for a Regulation on the European System of national and regional accounts in the European Union	Legislative	The overall aim is to revise ESA 95 (Regulation 2223/96) in order to bring national accounts in the European Union, in line with new economic environment, advances in methodological research and needs of users. The new ESA should continue to be the appropriate methodological reference for the production of the high quality national accounts data required to support the implementation of major EU policies. The revision will also be the occasion to further improve the standards of ESA 95 and make them more targeted to the various uses in the EU. A more integrated system will be developed, to the largest possible extent.
Convergence Report 2010	Non-legislative	The Commission and the ECB each prepare a convergence report in accordance with the procedure laid down in Article 140(1) TFEU. Positive convergence assessment on one or more Member States might lead to euro area enlargement.
Communication on Public Finances in EMU 2010	Non-legislative	The communication on Public Finances in EMU-2010 distils the policy implications/challenges of the annual Public Finance Report (PFR). The PFR reviews fiscal developments in the EU Member States and discusses topical issues in the field of fiscal policy making and fiscal surveillance in the EU.
<b>Education, Culture and Youth</b>		
<b>(**) Proposal of the Commission for a Council Recommendation on Early School Leaving</b>	Legislative	Early school leaving is one of the key targets under Europe 2020 strategy. The Recommendation would provide Member States with a "policy toolbox" which could be used to tackle the issue and accelerate the rate of improvement in the EU.
<b>Proposal for an integrated Youth on the Move programme 2014 – 2020 (Phase II)</b>	Legislative	In line with the initiative Youth on the Move, the programme will draw together the existing programmes 'Lifelong Learning' and 'Youth in Action' as well as external actions to create and integrate programme support for the objectives of Youth on the Move.
Commission Proposal for an EP and Council decision on the Strategic innovation agenda of the EIT and on the amendment to the EIT Regulation	Legislative	As requested under the EIT regulation, the strategic innovation agenda will make proposals for further governance, operations, and resources for the 7-year period ahead.
Communication on the implementation of the sport provisions of the Lisbon Treaty	Non-legislative	This communication will make proposals for the implementation of the new competence on sport in the Lisbon treaty, including establishing a framework for political cooperation.
Green paper Unlocking the potential of cultural and creative industries	Non-legislative	This explores how to improve the framework conditions to enhance the contribution of the creative and cultural industries to Europe's green knowledge-based growth.
Communication on a new impetus for European Vocational Education and Training cooperation: 2010 – 2020	Non-legislative	This Communication will propose a set of orientations to support the modernisation of VET policies. It is an input to the Bruges Ministerial meeting planned for late 2010.

Commission Communication on Opportunities and Challenges for European Cinema in the Digital Era	Non-legislative	Following a public consultation, the Communication will analyse the current situation of the digital cinema market, define the policy of the Commission in the field (including in terms of State aid) and outline the new MEDIA support scheme for the digitisation of cinemas.
(**) Proposal for a Recommendation of the Council on Promoting Learning Mobility of Young People	Legislative	Part of the Youth on the Move initiative, the Recommendation will propose actions by the Member States to increase opportunities for learning mobility and to tackle barriers to mobility.
Communication from the Commission to the Council and the European Parliament on the implementation of the European Agenda for Culture	Non-legislative	The Communication will report on progress made at European and national levels towards the three strategic objectives of the European Agenda for Culture since its adoption in 2007. The report will feed into Member States' reflections on a future Work plan for Culture from 2011.
Communication on the initiative for new European Competences	Non-legislative	The Communication seeks to develop the key competences approach in the fields of vocational training, adult learning and higher education, building on the 2006 Key Competences Recommendation and will include a proposal for a European Skills Passport..
Commission Communication: Proposal for benchmarks on mobility and on employability	Non-legislative	The Commission has been requested to make proposals for new European benchmarks in the fields of mobility and employability relating to how well different parts and levels of education and training prepare people for the labour market.
(**) Proposal for a Council Recommendation on Mobility Information Services for Artists and Culture Professionals	Legislative	It will set out minimum standards and services to be provided by a network of national information services, with the goal of providing artists and culture professionals with the accurate, updated and easily accessible information which they need to be mobile.
Commission Communication on Early Childhood Education	Non-legislative	The Communication will marshal the substantial evidence that currently exists (e.g. via OECD, UNICEF, etc) and set out an agenda for work under the Open Method of Coordination.
Commission Proposal for a Council Recommendation on informal and non-formal learning	Legislative	Part of the Youth on the Move initiative. it will map out a policy toolbox for promoting and securing better recognition of informal and non-formal learning.
Commission Proposal for an EP and Council Decision on new Culture and Media Actions 2014-2020	Legislative	The proposal will build on the experience gained in the Culture programme 2007-2013 and the MEDIA 2007 programme.
Draft 2012 Joint Progress Report of the Council and the Commission on the progress made under the 2009-11 priorities of ET 2020.	Non-legislative	Report on implementation of the Education and training OMC during 2009-11 as foreseen in the Strategic Framework for European cooperation in education and training and update of priorities to cover the subsequent period.
Communication on the modernisation of higher education	Non-legislative	The purpose is to revise and propose new objectives for the future of this policy agenda. This may include possible proposals for a transparency and ranking system for higher education institutions.
Commission Communication: Proposal for a new benchmark on language skills	Non-legislative	The Commission will present a proposal for a new European benchmark in the field of language skills. It is to be seen in the context of the existing set of indicators and benchmarks for education and training and seeks to increase the European transparency on language learning in view of boosting language skills, flexibility and mobility of the EU workforce.
<b>Employment, Social Affairs and Inclusion</b>		
<b>Initiative on pensions</b>	Non-legislative	Based on the outcome of green paper (2010) and further analysis of possible EU policy, the Commission might launch specific initiatives in certain areas or consider tabling a broader White Paper presenting how

		the EU framework for Pensions should be updated.
<b>Proposal on the implementation of the Posted Workers' Directive</b>	Legislative	The initiative will aim to improve the implementation of the Posting of Workers Directive. The proposal will clarify the legal obligations for national authorities, businesses and workers on the Directive's implementation and ensure the same rules are universally applicable. Any new legal instrument would improve the provision of information for firms and workers. It would improve cooperation between national authorities, ensure effective enforcement through sanctions and remedial action, and prevent abuse.
<b>Legislative Proposal on the European Social Fund</b>	Legislative	The Regulation will have to be adapted in line with EU priorities for the programming period 2014-2020.
Proposal to improve the protection of workers against the risk arising from exposure to electromagnetic fields	Legislative	The aim is to maintain a high level of protection of the workers whilst taking account of the concerns expressed by some stakeholders, in particular in the health care sector using MRI (magnetic resonance technology) for advanced diagnostic and interventional medical procedures.
Communication on an EU disability strategy 2010-2020	Non-legislative	Elimination of discrimination on the grounds of disability, securing full enjoyment of fundamental rights and fundamental freedoms of persons with disabilities.
Proposal to amend several labour law EC Directives with a view to including seafaring workers or vessels within their scope	Legislative	The proposal aims to provide seafarers with the same level of employment rights as on-shore workers. A number of Directives in the field of labour law currently exclude seafarers from their scope. The amendments, which should cover several Directives, will either include seafarers in their scope or provide for special treatment of seafarers so as to ensure an equivalent level of protection, while taking into account the special circumstances and the overall economic environment for this industry.
Proposal for a Regulation on the EGF 2013-2020	Legislative	In 2011 the Commission will carry out a mid-term evaluation of the EGF, in particular concerning the effectiveness and sustainability of results. This will provide a solid basis for proposing improvements to the preparation of and types of action the EGF can co-finance and consider how delivery can be improved.
Proposal for a Decision on the Progress Programme 2013-2020	Legislative	PROGRESS is the EU's employment and social solidarity programme, which started in 2007.
Proposals on reconciliation	Legislative	Following the Council agreement on the revision of Directive 96/34/EC on parental leave which also covers adoption leave and taking into consideration the progress and outcome of the on-going negotiations on the revision of Directive 92/85/EC, the Commission will take further steps to improve the legal and policy framework on reconciliation. To this aim, a cost-benefit study will be carried out in 2010 with regard to a possible initiative on paternity leave.
<b>Energy</b>		
<b>Communication on Revised Energy Efficiency Action Plan</b>	Non-legislative	The Communication will identify the key measures to achieve the savings potentials 20% by 2020, most notably in the building, utility and transport sectors. It may be accompanied where appropriate by legislative proposals, e.g. a possible recast of the energy services directive. In parallel, experience from the first Energy Efficiency Action Plan will be analysed.
<b>Energy Action Plan 2011-2020</b>	Non-legislative	Provide a holistic strategy document laying out the priority action points for 2011-2020
<b>Roadmap for low carbon energy system by 2050</b>	Non-legislative	The communication will identify the required steps to attain the ambition of a low carbon energy system by 2050.
Communication on implementing the biofuel sustainability scheme	Non-legislative	The Communication will guide Member States and economic operators on how to implement the sustainability criteria. It will also endorse 'voluntary schemes' and update/add 'default values' related to the sustainability scheme.
Proposal on transparency and integrity of wholesale market trading	Legislative	The proposal addresses the transparency and integrity of European traded energy markets. It will establish proper market conduct rules and a regulatory framework for monitoring and surveillance of these markets. It will cover as a minimum electricity and gas and potentially carbon.

Proposal revising the nuclear waste directive	Legislative	The proposal will establish a common European framework aiming at achieving and maintaining a high level of safe management of radioactive waste and spent fuel throughout the Union. This framework could be based on internationally accepted safety principles and require MS to establish dedicated national programmes with implementation calendars.
Communication on Nuclear Energy – Update of the Nuclear Illustrative Programme (PINIC)	Non-legislative	The Communication will review the latest situation regarding MS policies, nuclear investment decisions and requirements. It will discuss capacity issues and the contribution of nuclear for decarbonising electricity generation and the energy mix.
Interim document ("document d'étape") in preparation of the Energy Action Plan and the Roadmap low carbon energy 2050	Non-legislative	This document will frame the issues at stake, allowing the Commission to prepare a full-fledged Energy Action Plan and Roadmap low carbon energy for 2011 on the basis of June European Council conclusions and a subsequent consultation exercise to take place in the second semester of 2010
Communication on nuclear medicine and radioisotopes	Non-legislative	It will address medical use of ionizing radiation and the available EU and international instruments. It will deal with the protection of patients and medical staff as defined by the EURATOM radiation protection Directives and cover security of supply of radioisotopes. In particular, it will define specific initiatives to ensure sufficient production of radioisotopes which are essential for nuclear medicine.
Communication on Regional Initiatives	Non-legislative	The Communication will guide Member States, Regulators and stakeholders on the Regional Initiatives. It will propose how to further achieve progress within the Regional Initiatives, as a stepping stone towards the internal energy market. The Communication will make proposals as to the best practices of the Regional Initiatives.
Legislative proposal for a regulatory framework on smart grids	Legislative	This regulatory framework will address the various issues linked with the establishment of smart grids, incl. data protection, electric vehicles and open access to the grids
<b>Enlargement and Neighbourhood Policy</b>		
Annual Enlargement package	Non-legislative	The Commission has been invited by the Council to regularly report on the candidate and SAP countries. The Commission Strategy Paper allows the European Council to define main strategic orientations on enlargement at the end of each year.
Commission opinion on Montenegro	Non-legislative	Assessment of Montenegro's readiness to fulfil the Copenhagen criteria for EU membership and the conditions set for the Stabilisation and Association Process, assessment of the impact that Montenegro's accession may have on relevant EU policies and recommendations to the Council on its response to the application of Montenegro
Commission opinion on Albania	Non-legislative	Assessment of Albania's readiness to fulfil the Copenhagen criteria for EU membership and the conditions set for the Stabilisation and Association Process, assessment of the impact that Albania's accession may have on EU policies and recommendations to the Council on its response to the application of Albania
Annual European Neighbourhood Policy package	Non-legislative	A Communication taking stock of the ENP, describing progress across the region and any noteworthy political or economic trends, accompanied by 13 Staff Working Documents: 12 reports on the individual countries and a sectoral report covering progress in more technical areas.
<b>Environment</b>		
Final assessment of 6 <sup>th</sup> Environmental Action Programme	Non-legislative	Final assessment of 6 <sup>th</sup> Environmental Action Programme covering the period 2002-2012.
Review of the list of priority substances under the Water Framework Directive	Legislative	The Water Framework Directive requires the Commission to review the list of priority substances every 4 years and the deadline for the next proposal is January 2011. Priority substances are those posing a risk to or via the aquatic environment at EU level. They are part of the basis of the EU strategy to combat chemical pollution in EU waters.

Roadmap to Resource Efficient and Low Carbon Europe in 2020	Non-legislative	The roadmap will set out a coherent framework of policies and actions in a variety of policy areas, required for the shift towards a resource efficient and low-carbon economy that is efficient in the way it uses material and natural resources. The aim is to increase resource productivity and decouple economic growth from resource and energy use, enhance competitiveness and promote greater energy security and resource independence of the EU by 2020.
Directive on Water Efficiency of Buildings	Legislative	Addressing water efficiency in buildings follows from the implementation of the Communication on Water Scarcity and Droughts. The potential for water savings in the EU is estimated at 40%. Binding rules could be envisaged to promote water savings in public and private buildings.
<b>Health and Consumers</b>		
<b>EU Plant Health Strategy</b>		The aim is to modernise existing plant health regime with prevention at the core of the system.
<b>Green Paper on the use of Alternative Dispute Resolution in the EU</b>	Non-legislative	Promoting ADR will improve consumer confidence in cross-border shopping and the functioning of the Internal Market. Initiative linked to the White Paper on collective redress.
(**)Council Recommendation on pandemic influenza preparedness and response planning in the EU		This initiative will support the effectiveness and efficiency of European healthcare system and help coordinate Member states reactions to human pandemics. It will thus contribute to reducing the impact on society, increasing stability and preventing unnecessary loss to the economy.
Communication on pandemic preparedness	Non-legislative	This initiative will support the effectiveness and efficiency of European healthcare system and help coordinate Member states reactions to human pandemics. It will thus contribute to reducing the impact on society, increasing stability and preventing unnecessary loss to the economy.
(**) Commission Recommendation on harmonized methodology for classifying and reporting on consumer complaints in the EU		Develop an EU-wide approach on the use of a harmonised methodology for classifying and reporting consumer complaints and enquiries. The aim is to generate comparable data at EU level which can be used in policy making decisions.
Consumer Market Scoreboard - Making markets work for consumers	Non-legislative	The Scoreboard provides a regular monitoring which is designed to identify which markets are malfunctioning in terms of economic and social outcomes for consumers, and where intervention may be needed. The Scoreboard itself pinpoints problematic markets at EU and national level; the market studies identify problems in detail and possible remedies. As an evidence-based approach, the Scoreboard can make a major contribution to smart regulation.
Proposal for a Cooperation Agreement with the US on enforcement of consumer protection laws	legislative	The purpose is to provide a legal framework in the field of consumers for international enforcement activities with the US in order to increase EU consumers' protection internationally.
Council regulation reviewing legislation on marketing of seed and propagating material	legislative	The core objective is to replace the 12 Directives on seed and propagating materials in the context of Better Regulation in order to ensure identity and quality of seed and propagating material and secure the functioning of the internal market in this area.
Animal Health Law	legislative	The new Animal Health law aims to establish a clearer regulatory structure for animal health in the EU.
New policy for GMO cultivation		Following the presentation of the political guidelines, the Commission will come forward by the end of June with a concrete initiative on how to allow freedom for Member States to decide about cultivation of GMOs on their territories
Report on the implementation of the animal transport regulation	Non-legislative	Article 32 of Regulation (EC) No 1/2005 on the protection of animals during transport provides that the Commission shall present a report to Parliament and the Council on the impact of the regulation on the welfare of animals and trade flows of live animals. The report could be accompanied, if necessary, by

		appropriate legislative proposals.
--	--	------------------------------------

Report to EP and Council on animal cloning	Non-legislative	The objective is to present a consistent approach as regards innovation technologies for the food sector (cloning, nanotechnology, GM animals). On the framework of the report to the EP and the Council the Commission will develop an extensive consultation of stakeholders.
Reviewed Directive or Regulation concerning medical devices	legislative	The objective is to simplify and strengthen the rules in order to ensure a high level of health protection while at the same time ensuring a smooth functioning of the internal market.
Reviewed Directive on clinical trials	legislative	The objective is to amend the Directive on clinical trials to address shortcomings identified.
Review of the Tobacco Products Directive 2001/37/EC concerning the manufacture, presentation and sale of tobacco products	legislative	Substantial developments in tobacco product regulation have taken place that requires an update of the Directive. Changes of the Directive should be used to better target young people and vulnerable groups.
Communication concerning the Second EU strategy for the protection and welfare of animals (2011-2015)	Non-legislative	The aim of the initiative is to consolidate future EU policies in this area in a strategic paper that will ensure that future action will be integrated and understood both inside and outside the EU. The Strategy responds to the demand of stakeholders and the EP to develop EU policies on animal welfare with due regard to the overall costs and their impacts on competitiveness of the sector.
Review of Regulation 882/2004 on official controls along the food chain	legislative	A review is on-going with reference to the rules, on the financing of official controls ("inspection fees"). These rules have not been able to deliver on the main objective of the legislation i.e. that Member States have adequate financial resources to efficiently carry out the needed official controls and that the scarce public resources for controls are allocated and used as efficiently as possible.
Review of General Product Safety Directive	legislative	Recurrent product safety alerts have made clear the need for a system that delivers more rapidly, efficiently and consistently throughout the EU and which is also flexible enough to adapt to the challenges of globalisation.
Proposal for a Cooperation Agreement with the US on consumer product safety	legislative	The objective is to improve the exchange of information on dangerous products, injuries and corrective actions taken both in the EU Member States and the US. This will allow the EU to better target market (or import) surveillance and enforcement actions, thereby increasing the safety of consumer products.
Reviewed Directive on veterinary medicinal products	legislative	The Objective is to improve consumer safety and animal health protection and the competitiveness of the veterinary industry.
Proposal to amend the Regulation on Consumer Protection Cooperation N° 2006/2004	legislative	After the report on implementation in 2011, a revision of the Regulation will be considered in order to address shortcomings.
<b>Home Affairs</b>		
<b>Legislative proposal to set up Entry Exit System (EES)</b>	legislative	To define the purpose, the functionalities and responsibilities for the EES, and to establish the conditions and procedures for the register, storage and consultation of entry/exit data of third country nationals crossing the EU external borders.
<b>Legislative proposal to set up Registered Traveller Programme (RTP)</b>	legislative	To define the purpose, the functionalities and responsibilities for the EES, and to establish the conditions and procedures for the register, storage and consultation of entry/exit data of third country nationals crossing the EU external borders.
Proposal for a Directive on conditions of admission of third country nationals in the framework of an intra-corporate transfer	legislative	This scheme will set out common procedures to regulate the entry into, temporary stay and residence in the EU of ICT as part of the 2005 Policy Plan on Legal Migration. It will establish a transparent and simplified procedure for the admission of intra-corporate transferees.

Proposal for a Directive on the conditions of entry and residence of third-country nationals for the purposes of seasonal employment	legislative	The proposal aims at establishing common entry and residence conditions for seasonal workers from third-countries as part of a comprehensive package of measures, proposed in the 2005 Policy Plan on Legal Migration. A specific objective is to ensure a secure legal status and reinforced protection against exploitation to a particularly weak category of third-country workers. Another objective concerns the development of the circular migration policy.
Communication on an Action plan on unaccompanied minor migrants	Non-legislative	The aim is to put forward responses to challenges posed by the arrival of important numbers of unaccompanied minors on EU territory. The Action Plan will underpin and supplement the relevant legislative and financial instruments and strengthen forms of cooperation with countries of origin.
Report on Immigration and Asylum (implementation of the European Pact and as from 2011 on the Stockholm Programme)	Non-legislative	The Report stems from the European Pact on Immigration and Asylum. It contributes to the annual European Council debate and is based on Member States' contributions and accompanied by proposals for recommendations on the implementation of the Pact.
Legislative proposal on attacks against information systems	legislative	Part of Digital Agenda - The objective is to secure a high level of protection for information systems against criminal attacks. The proposal should update the current level of protection (FD 2005/222/JHA) taking account of new developments.
Green Paper on the right to family reunification	Non-legislative	As a follow up of the implementation report of the Council Directive 2003/86/EC on the right to family reunification the Commission will launch a wider consultation in the form of a Green paper on the future of the family reunification regime for third country nationals.
Communication on a global approach of Passenger Name Record (PNR) data to third countries	Non-legislative	Communication to set out the general policy on a common EU approach to the use of passenger name record data for law enforcement purposes and on PNR agreements with third countries, possibly accompanied by a legislative proposal for a EU PNR.
Legislative proposal on precursors to explosives	legislative	Contribute to preventing terrorism and improving the security of European citizens through measures which are meant to reduce the risk of abusing chemicals, which can serve as precursors to explosives, for criminal purposes, including acts of terrorism. This would include restricting sales of certain substances (above certain concentrations) and obligations to register the identity of the buyers.
Communication on enhanced intra-EU solidarity	Non-legislative	Create a coherent and comprehensive framework for better sharing responsibility for asylum seekers and beneficiaries of international protection across the EU.
Proposal of a new legal framework on the recovery of assets	legislative	Proposal of a new legal framework to enhance the confiscation and recovery of criminal assets in the EU
Legislative proposal on criminal measures aimed at ensuring the enforcement of intellectual property rights (replacing COM's 2006 proposal)	legislative	Modifies COM's 2006 proposal by introducing comprehensive criminal sanctions (common definition, level and types of penalties) in Member States by defining infringements of an intellectual property right as a criminal offence
Communication on an EU agenda for integration, including the development of a coordination mechanism	Non-legislative	The Communication should launch a "second phase" of the Common Agenda on Integration aimed at enhancing existing tools of coordination of integration policies and developing new instruments, including European Models on Integration.
Proposal for a review of Directive 2006/24/EC (Data Retention)	legislative	Following an evaluation of the existing Data Retention Directive and recent judgments of MS constitutional courts, a review of the Directive is aimed at better matching data retention obligations with law enforcement needs, protection of personal data (right to privacy) and impacts on the functioning of the internal market (distortions).
Communication on a comprehensive policy against corruption	Non-legislative	Communication on a comprehensive policy against corruption, including the establishment of an evaluation mechanism as well as presenting modalities of cooperation with GRECO (Council of Europe group of States against corruption) for that purpose.

Legislative proposal amending the Schengen Borders Code	legislative	Amendment of Schengen Borders Code (SBC) to take account of (1) technical adaptations; (2) technical changes resulting from proposals for an Entry/Exit System and/or Registered Traveller Programme.
Communication on the possibility of introducing an EU-ESTA	Non-legislative	Some third countries have introduced an ESTA system (a system of prior authorisation –to be obtained before travelling after a screening which is lighter than the traditional visa procedure- for third country nationals of countries on their positive list). It should be examined whether the EU should introduce such an ESTA system, in the context of its integrated border management and as a complement to its present visa policy.
Proposal for amendments to Directive 2004/114/EC of 13 December 2004 on the conditions of admission of third-country nationals for the purposes of studies, pupil exchange, unremunerated training or voluntary service	legislative	Amendments to existing directives to take into account shortcomings identified in the application of the existing Directive and possible extension of scope to include remunerated trainees and au-pairs placements
Communication on a new integrated strategy on fighting Trafficking in Human beings, and on measures to protect and assist victims	Non-legislative	Formulate a comprehensive policy framework, through which the EU can pursue the prevention and reduction of trafficking in human beings, the prosecution of more criminals involved in trafficking and better protection of and assistance to victims of trafficking.
Proposal for modification of Directive 2003/86/EC on the right to family reunification	legislative	Follow-up to the Green Paper of 2010
Proposal for a Regulation on Europol	legislative	In line with Art. 88 TFEU.
EU Immigration Code		Consolidation of all legislation in the area of immigration, starting with legal migration, foreseen by Stockholm Programme.
<b>Humanitarian Aid and Crisis Response</b>		
<b>Regulation on the establishment of a European Voluntary Humanitarian Aid Corps</b>	legislative	The objective is to establish a framework for joint contributions from European volunteers to humanitarian aid operations in third countries. The scope is likely to be concentrated in humanitarian aid and civil protection.
Communication on Humanitarian Food Assistance	Non-legislative	Objectives of the Communication are to (i) maximise efficiency and effectiveness of operations (ii) improve coordination and policy coherence (iii) inform stakeholders of objectives, priorities and expected standards.
Communication on European Voluntary Humanitarian Aid Corps	Non-legislative	The main objective of the Communication is to provide an overview of the current situation of volunteering in Europe. For this purpose, different schemes (both at EU and national level) will be analysed, and possible complementarities with a European Voluntary Humanitarian Aid Corps will be presented.
Legislative proposals on renewal of the Civil Protection Mechanism and the Civil Protection Financial Instrument	legislative	The evaluation of Civil Protection policy undertaken in 2010 will assess the effectiveness of support through the Financial Instrument and Mechanism and assess the scope to reinforce the Mechanism. The current Decision on the Civil Protection Financial Instrument ends in 2013 and needs to be renewed.
Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a financing instrument for humanitarian aid	legislative	Since its adoption in 1996, Council Regulation 1257/96 has never been amended in substance. One of the main objectives of the proposal should be to align the legislative instrument to the European Consensus on Humanitarian Aid developments.
<b>Industry and Entrepreneurship</b>		
Communication on green vehicles	Non-legislative	The Communication will set out a comprehensive strategy for clean and energy efficient vehicles that will

		maximise the decarbonisation potential in road transport (in the 2020 perspective)
Communication on Midterm review of Small Business Act for Europe	Non-legislative	After two years of implementation, it is necessary to take stock of the progress achieved in the Member States and by the Commission and conduct reflection on possible new actions to be proposed in the light of economic and social developments and future challenges.
Legislative proposal on access to Public Regulated Services of Galileo	Legislative	Définir les conditions d'utilisation du PRS à travers une gestion efficace destinée à maintenir la sûreté du PRS, - mettre en place les interfaces nécessaires entre l'infrastructure décisionnelle (Conseil, Etats Membres, Commission) et l'infrastructure technique du PRS (Autorité de surveillance, Concessionnaire, utilisateurs), - mettre en place les mécanismes techniques et décisionnels en temps utile pour que le PRS puisse être utilisé dès le début de la phase opérationnelle de Galileo.
Communication on GNSS applications Action Plan	Non-legislative	Establish a strategy to ensure a better development of goods for the commercial services of Galileo.
Communication on the European satellite navigation programmes	Non-legislative	The review is to focus on costs and risks related to the full implementation of EGNOS and Galileo. This is particularly urgent and sensitive given the likely requirements for additional financing within the current financial perspective necessary to complete the full deployment. The mid-term evaluation has also to be accompanied by recommendations on the governance of EGNOS and Galileo after 2013 as well as elements related to financial planning.
Communication on a more integrated European Standardisation System Revision of: • Directive 98/34/EC, Decision 87/95/EEC on ICT standardisation • Decision 1673/2006 on the financing of European standardisation	Legislative / non-legislative	Tying in with the innovation package, the Communication will provide an action plan aiming at a more integrated EU standardisation system, more efficient and effective standards-setting, better access to standardisation (in particular for innovative and high-growth companies), a stronger EU role in standard-setting at international level and a more sustainable financing system for the development of standards.
Communication on Corporate Social Responsibility	Non-legislative	This Communication on CSR will focus on rebuilding trust in business on the part of European citizens. It will address the question of how enterprises disclose environmental, social and governance information. The second emerging issue is that of business and human rights in the light of the recent UN developments. Thirdly, will support and influence different international CSR instruments, such as the UN Global Compact, the OECD Guidelines for Multinational Enterprises, and the draft ISO standard on social responsibility.
Communication on raw materials	Non-legislative	The Communication will set out the key challenges with regard to access to raw materials as well the crucial role that raw materials will play after the crisis in order to ensure a sustainable development of the EU economy in the long term and therefore its contribution to the EU 2020. The revision of the 2008 Communication will include key strategic issues such as the definition of critical raw materials, policy actions to fight export restrictions applied by third countries, how to better integrate the raw materials dimension into the EU development policy and actions to promote research and substitution inside the EU.
Communication on the future involvement of the European Union in space	Non-legislative	The communication will define the priorities and the main activities of a future Space framework programme, to be implemented under the next financial perspectives. The programme would respond to fundamental policy challenges. The programme would build on what has been achieved in the context of GALILEO, GMES and FP7 Space theme.

Communication on the sustainable competitiveness of the EU construction sector	Non-legislative	The Communication will focus on four strategic objectives aimed at enhancing the competitiveness of the sector: (a) a coherent quality policy for the sector; (b) an improved regulatory environment, in particular for public procurement, competition, registration and qualification systems, health & safety and payment delays; (c) better provision of education and training ; (d) strengthening of research, innovation and knowledge deployment. This Communication will also focus on the role of this sector in the fight against climate change.
Communication on the renewed EU Tourism Policy Framework	Non-legislative	The Communication will outline possible fields of actions at EU, national and regional level, as well as by the industry and other stakeholders and will include an overview of the most appropriate financial instruments for their coordination.
Revision of the Directive relating to transparency of measures regulating the pricing of medicinal products for human use and their inclusion in the scope of national health insurance systems	Legislative	The foreseen review will examine ways to adapt the requirements of the directive in order to improve the functioning of the internal market for medicines, taking into consideration the development of national pricing and reimbursement policies.
Proposal for a decision of the European Parliament and of the Council establishing the Competitiveness and Innovation Framework Programme 2014 - 2020 (CIP II)	Legislative	The main policy objectives of the programme are the improvement of competitiveness and sustainable growth. In particular, it will address the following objectives: speeding up the adjustment of industry to structural changes, encouraging an environment favourable to initiative and to the development of enterprises throughout the Union, particularly small and medium-sized ones, encouraging an environment favourable to cooperation between them, and fostering better exploitation of the industrial potential of policies on innovation (including eco-innovation), research and technological development.
Proposal for a Regulation establishing the European Earth Observation Programme (GMES)	Legislative	In the context of the next EU Multi-annual Financial Framework, the proposal will address in particular the programmatic and financial aspects of the GMES service and infrastructure components. It will also establish the legal and regulatory framework for the implementation of the regulation including ownership and data policy, governance and international cooperation aspects of GMES.
Regulation establishing a European Space Programme	Legislative	Art 189 TFEU gives the EU the competence to establish a European space programme. The specific objective of the space programme would be to support the implementation of the European Space Policy, in a way complementary to activities carried out by ESA and national space agencies. The programme would build on what has been achieved in the context of GALILEO, GMES and FP7 Space theme.
Proposal for governance and financing of the European GNSS Programmes	Legislative	There needs to be a new programme regulation for the post 2013 period covering governance issues and funding. This also covers the question what the agency should do.
Communication on update regulatory review of nanomaterials	Non-legislative	This Communication reflects a commitment taken in a Communication of 2008 on regulatory aspects of nanomaterials to inform the EU institutions on developments in the regulatory framework and its implementation in relation to nanomaterials.
Proposal to reinforcing support to EU SMEs in markets outside the EU	Non-legislative	Proposal to promote the development of EU business support in markets outside the EU, in particular for SMEs. Emphasize will be on complementarity with existing services and fair competition.

<b>Internal Market and Services</b>		
<b>White Paper on the Relaunch of the Single Market</b>	Non-legislative	The paper will set out the concrete initiatives and steps required for a relaunching of the Single Market (2012 anniversary).
<b>Legislative initiative on a framework for crisis management and resolution</b>	Legislative	This initiative is a follow up to 2010 Communication and it will aim to create a more effective and efficient crisis management framework.
Commission report on the review of securitisation retention	Non-legislative	This report is requested under CRD review and concerns an evaluation whether an increase of the 5% securitisation retention should be proposed and whether the methods of calculating the retention requirement deliver their objective.
Revision of Credit Rating Agencies Regulation to provide for direct supervision	Legislative	The Revision of the Regulation will introduce centralised oversight of credit rating agencies operating in the EU with the aim to increase investor confidence.
Communication on Retail Market Monitoring	Non-legislative	The objective is to identify possible market malfunctioning of the retail sector both from consumers' and suppliers' perspectives and ensure effective and co-ordinated multi-faceted policy responses.
Green Paper on corporate governance practices in financial institutions	Non-legislative	The purpose of the Green Paper is to identify weaknesses in corporate governance practices in financial institutions and propose recommendations to remedy them in order to avoid repetition of corporate governance failings in banks and other financial institutions.
Revision of Financial Conglomerates Directive	Legislative	The aim of the initiative is to update the framework for supplementary supervision.
Directive amending several financial services Directives, specifying the competences of European Supervisory Authorities ("Omnibus II" Directive)	Legislative	Sectoral legislation on financial services needs to be adapted to the setting up of the European Banking Authority, the European Insurance and Occupational Pensions Authority, and the European Securities and Markets Authority. Omnibus II should include adaptations for the insurance and securities sectors.
Review of the Investor Compensation Schemes Directive, 1997/9/EC	Legislative	The aim is to increase investor confidence and ensure more efficiency in case of fraud and failure.
Directive on Legal Certainty in Securities law	Legislative	The aim is to simplify the legal environment for book-entry securities.
Communication on public procurement with focus on how to underpin 'Europe 2020' priorities: innovation, low carbon investment, social affairs, energy efficiency, etc.	Non-legislative	To provide guidance on the correct application of existing instruments for the green, social and innovative aspects of public procurement. The Communication will explain to contracting authorities what they are required to do (legally binding provisions) and what they are allowed to do under the current legal framework.
Legislation on end date for migration to SEPA (Single Euro Payments Area)	Legislative	The initiative will support migration to SEPA by setting deadlines ('end-dates') for the migration to SEPA products (credit transfers and direct debits).
Initiative on Concessions	Legislative / Non-legislative	The aim of the initiative is to provide legal clarity and certainty as to the rules governing award of concession contracts.
Measures on responsible lending and borrowing	Non-legislative	This initiative will set out the Commission's views on issues involved in the provision of credit to retail customers, including such topics as the role played by credit intermediaries, the assessment of the suitability of credit products, information and advice provision and how best to ensure responsible borrowing.

White Paper on protection of insurance policy holders / insurance guarantee funds	Non-legislative	The aim of the White Paper is to maintain and enhance consumer confidence and to prepare the ground for a policy decision on possible future legal proposals.
Communication on best practices in Mortgages (avoiding foreclosure).	Non-legislative	The Communication will provide examples and guidance for national public authorities on how solutions can be developed at a stage where it can still be ensured that citizens do not find themselves subject to foreclosure procedures.
Legislative initiative on "orphan" works for digital libraries	Legislative	The legislative initiative will provide a legal base to allow EU libraries to scan and display 'orphan' works (works of authors who are unknown or who cannot be located). The initiative will allow expediting the creation of European digital libraries.
Framework directive on collective rights management	Legislative	As an initiative underpinning the European Digital Agenda, the Directive will establish rules for the operation of 'collecting societies' (the bodies that collect and distribute copyright royalties).
Communication on sanctions	Non-legislative	Follow-up to the April report to ECOFIN on sanctions. The aim is the establishment of deterrent sanctioning regimes and convergence of supervisory powers and objectives across the EU. This initiative complements the review of the Market Abuse Directive.
Solvency-II implementing measures including remuneration provisions	Legislative	The measures will introduce the calculation of the new Solvency II risk sensitive capital requirement as well as the level 2 technical measures, including rules on remuneration.
Communication and Report on the results of the implementation of the Services Directives and its "mutual evaluation process"	Non-legislative	Follow-up process of mutual evaluation under the Services Directive into a policy document setting out our policy on services for the future.
Review of Markets in Financial Instruments Directive (MiFID) and legislative proposals (including 'dark pools' issue)	Legislative	The need for a review of the Directive originates in numerous in-built review clauses in the legislation. The aim is to enhance investor confidence and create a level playing-field which delivers market efficiency and transparency.
Green Paper on steps to promote e-procurement	Non-legislative	The Green Paper will set out further steps to facilitate the use of e-procurement and obstacles to cross-border e-procurement.
Directives on disclosure and selling practices for packaged retail investment products (PRIPs).	Legislative	The aim of the Directives is to ensure that selling practices and information for consumers are adequate and allow real comparisons between financial products.
Revision of the Accounting Directives	Legislative	Simplification and modernisation of reporting obligations.
Directive amending the UCITS Directive (V) covering the responsibilities of depositaries	Legislative	The aim is to increase level of investor protection and a level playing field for UCITS investors across Europe.
Review of Institutions for Occupational Retirement Pensions Directive	Legislative	A review of this Directive is required in view of the importance of ensuring that appropriate structures are in place to fund retirement.
Review of Community Trade Mark Regulation	legislative	The aim of the review is to improve and develop the Community trade mark system to increase its quality, efficiency and added value for the benefit of users. It will be based on an overall evaluation of the functioning of the trade mark system in Europe and include the establishment of an enhanced partnership between the Office for Harmonisation in the Internal Market ("OHIM") and the trade mark offices of Member States, contributing thereby to the fight against counterfeiting.

Communication on E-invoicing	Non-legislative	The Communication will define common framework for interoperable e-invoicing system in order to increase uptake of electronic invoicing, leading to substantial economic benefits and reduction in administrative burden. All business and trading partners, in particular SMEs will benefit from this increased uptake.
White Paper on e-procurement		The White Paper will draw conclusions following the consultations on the basis of a Green Paper on e-procurement in 2010.
Revision of Insurance Mediation Directive	Legislative	The aim of the revision is to improve harmonization, legal certainty, precision in definitions and at the same time avoidance of existing difficulties in the application of the current IMD at national level.
Review of the Enforcement Directive	Legislative	Following the Report in October 2010, the Review will set out possible legislative amendments to the Enforcement Directive.
<b>Justice, Fundamental Rights and Citizenship</b>		
<b>Legislative instrument on the Common Framework Reference</b>	legislative	As a follow-up to the Communication of 2010, the initiative will set out the method to adopt and use in practice the Common Framework Reference.
Proposal for a recommendation to authorise the negotiation of a data protection and information sharing agreement for law enforcement purposes with the United States of America	legislative	A recommendation from the Commission to the Council to authorise the opening of negotiations for an agreement between the EU and the USA on the protection of personal data transferred or exchanged for law enforcement purposes is foreseen. This would bring legal certainty to operators when it comes to processing data in both the EU and the US.
Green paper on the free circulation of the documents: civil status documents, authentic acts and the simplification of legalisation	Non legislative	he free circulation of official documents would be a major improvement to ease free movement of EU citizens. The objective is to facilitate the mutual recognition of legal documents, as nowadays administrative burdens restrict citizens and businesses.
Communication on the Social and Economic Integration of the Roma in Europe	Non-legislative	The aim is to indicate how, on the basis of the progress achieved, the EU can develop further its contribution to the full social and economic integration of Roma. It outlines a concept to embed specific and effective approaches into relevant mainstream policies.
Communication on a Gender Equality Strategy (2010-2015)	Non-legislative	Following on the Gender Equality Roadmap (2006-2010), the new Strategy will convert the recently adopted Women's Charter into concrete actions.
Directive on the right to information in criminal proceedings	legislative	To facilitate mutual recognition of judgments throughout the EU, the Commission will propose minimum rules on the right of suspects in criminal proceedings. These rules will ensure that the accused are informed promptly and in detail of their rights and accusations against them.
Proposal for a Regulation on the conflicts of laws in matters concerning matrimonial property rights, including the question of jurisdiction and mutual recognition, and for Regulation on the property consequences of the separation of couples from other types of unions	legislative	The Regulation will provide for objective criteria to determine the applicable law governing matrimonial assets in the case of international marriages. This would also cover the case of matrimonial assets located in different Member States. The Regulation will also deal with the question of which national court is responsible and contain a mechanism of recognition and enforcement of judgments from one Member State to another.
Communication on the Fundamental Rights policy	Non-legislative	This Communication will set out the EU system of protection of fundamental rights and present the Commission's approach to ensure the effectiveness of the Charter for Fundamental Rights across EU policies. It will e.g. propose a fundamental rights chapter to all impact assessments of the Commission and outline the importance of an annual report to monitor the implementation and the respect of the Charter.

Communication on strategy for data protection	Non-legislative	Communication on a strategy for the protection of the fundamental right to data protection after the entry into force of the Lisbon Treaty.
Communication on the strategy on the rights of the child (2010 – 2014), on the basis of an evaluation of the impact of the EU instruments affecting children's rights	Non-legislative	The Communication will present the Commission's priorities as regards the rights of the child on the basis of the consultations carried out with EU Institutions, UNICEF, NGOs and with children. The communication will also include a stock-taking of the functioning of the hotlines for missing children.
Proposal for a Regulation on improving the efficiency of the enforcement of judgements in the European Union: the attachment of bank accounts	legislative	Aims to facilitate the recovery of debt claims by business and citizens. Particularly in the current situation where access to capital is limited, a rapid enforcement of claims can be essential for the survival of the business. We need to improve cross-border debts collection, as currently over 60% of cross-border debt remains unrecovered in the internal market.
Legislative proposal on a comprehensive regime on obtaining evidence in criminal matters based on the principle of mutual recognition and covering all types of evidence	legislative	This new model could have a broader scope and should cover as many types of evidence as possible, taking account of the measures concerned
Legislative proposal to introduce common standards for gathering evidence in criminal matters in order to ensure its admissibility	legislative	Existing rules aimed at ensuring the admissibility of evidence obtained from another Member State only approach the issue indirectly as they do not set any common standards for gathering evidence. There is a risk that the exchange of evidence in criminal matters will only function between Member States with similar national standards for gathering evidence.
Directive on rights of and support to victims of crime	legislative	Develop one comprehensive legal instrument on the protection of victims, by joining together the Directive on compensation to victims and the Framework Decision on victims, on the basis of an evaluation of the two instruments.
Green paper on detention issues	Non-legislative	Green paper to reflect on ways to strengthen mutual trust and render more efficient the principle of mutual recognition in the area of detention. Efforts to promote the exchange of best practices should be pursued and implementation of the European Prison Rules, approved by the Council of Europe, supported.
Legislative proposal on Legal Advice and Legal Aid	legislative	Procedural rights - measure C Suspects and accused persons in criminal proceedings do not consistently receive adequate access to legal advice which is (partially) free of charge where necessary as provisions on legal aid vary significantly between Member States.
Revision of the Council Directive 90/314/EEC on Package Travel, Package Holidays and Package Tours	legislative	The Directive no longer provides adequate protection for consumers going on holidays; nor does it provide sufficient legal certainty for businesses. Due to the minimum harmonisation of the Directive, the legal fragmentation in Member States is significant, causing compliance costs for businesses eager to trade cross-border and can also cause detriment for consumers trying to pursue their legal rights in a cross border context.
Legislative proposal on an ECRIS-TCN system regarding convicted third country nationals	legislative	To create a common index and a hit/no hit system enabling the criminal records central authority of each Member States to find quickly whether a third country national has been previously convicted and in which other Member States.
Legislative proposal on improving financial compensation of consular protection in crisis situations	legislative	The Commission's Action Plan 2007-2009 on providing effective consular protection in third countries stated that coordination mechanisms in the field of consular assistance could be improved. It suggested examining the possibility of setting up a compensation system for crises situations between Member States.
Legislative proposal amending Decision 1995/553/EC implementing the right to consular protection	legislative	Any EU citizen who is in a third country where his or her Member State is not represented, is entitled to receive effective consular assistance from embassies or consulates of any other Member State on the same conditions as their nationals. The Commission aims to assist the Member States with this task by

		proposing concrete measures which aim to ensure that all EU citizens are informed of their rights and that the scope of protection is clarified. Under the Lisbon Treaty the Commission can initiate legislative proposals to facilitate such protection.
Amendment of Directive on unfair commercial practices	legislative	Modernisation of the Directive on unfair business-to-consumer commercial practices.
Communication on the fight against racism, and xenophobia	Non-legislative	The Communication will present a common approach to better mobilise and maximize the existing legal and financial instruments in order to tackle racism, xenophobia and discrimination.
Proposal for a Regulation on Eurojust	legislative	Provide Eurojust with powers to directly initiate investigations, making its internal structure more efficient and involving the European Parliament and national Parliaments in the evaluation of Eurojust's activities, in accordance with Art. 85 TFEU.
Communication on the establishment of European Public Prosecutor's Office (EPPO) from Eurojust	Non-legislative	Possibility to give further powers to the Eurojust national member, reinforcement of powers of Eurojust College or setting-up of a European Public Prosecutor.
Legislative proposal on mutual recognition of the effects of certain civil status documents	legislative	Follow-up to Green Paper on the free circulation of documents, civil status documents, authentic acts and the simplification of legislation.
Legislative proposal for dispensing with the formalities for the legalisation of documents between Member States	legislative	Follow-up to Green Paper on the free circulation of documents, civil status documents, authentic acts and the simplification of legislation.
<b>Maritime Affairs and Fisheries</b>		
<b>Proposals on the reform of the Common Fisheries Policy</b>	legislative	The CFP reform package will comprise the following proposals: - a proposal for a new basic regulation for the CFP, including aquaculture; - a proposal for a new regulation on the Common Market Organisation; - proposals for the financial dimension of the new CFP; - technical measures.
Regulations on 2011 fishing opportunities:	legislative	Various regulations covering the Baltic Sea, the Black Sea, other areas in the Atlantic and the North Sea and deep-sea species for the years 2011-2012. All these regulations will be preceded by a Communication to the Council.
Regulations on multiannual management or recovery plans for selected species such as salmon in the Baltic Sea, bluefin tuna, haddock, herring in the Celtic Sea, southern hake and nephrops	legislative	As regards haddock, herring southern hake and nephrops, the proposed new plans will provide i.a. for setting TACs each year in such a way that the objective to exploit this stock according to maximum sustainable yield will be reached. As regards bluefin tuna, the current recovery plan will have to be amended in the light of the outcome of 2009 ICCAT negotiations.
MARINE KNOWLEDGE 2020: marine data and observation for smart growth.	Non-legislative	At present, responsibility for collecting data on Europe's seas and oceans is fragmented between regional, national, public and private organisations that collect data over open ocean and coastal, territorial and jurisdictional waters. The European Marine Observation and Data Network action plan will outline a set of steps enabling public and private operators to provide better services.
Regulation of EP and Council concerning the establishment of a programme to support further development towards an IMP	legislative	The objective to be achieved by the proposed Regulation is to ensure a continued modest financial underpinning for further promoting the development and implementation of the Integrated Maritime Policy in the remaining time of the current Financial Perspective during the period 2011-2013.

Communication on sea basins (North Sea and Atlantic)	Non-legislative	Preparation of initiatives to implement the integrated maritime policy in the North Sea and Atlantic sea basins, following similar communications already prepared on the Mediterranean, the Baltic and the Arctic.
Proposal for a Regulation of EP and Council amending Reg. 1288/2009 on transitional technical measures	legislative	As the 2009 November Council could not agree on permanent technical measures in the Atlantic (COM(2008)324), a transitional technical measures regulation was agreed ensuring that urgent technical measures provided in Annex III of Regulation No 43/2009 for TAC and quota continue to apply as from 01.01.2010 on. The proposed amendment to the transitional regulation aims at extending its validity for another 18 months.
Regulation of EP and Council amending the Shark Finning Regulation (EC) No 1185/2003	legislative	One option is to amend the ratio allowing for 5% of fin weight relative to the live weight (before processing) of the shark catch so that in no case the weight of the fins will exceed 5% of the dressed (gutted and beheaded) weight of the shark catch.. Another option would be to implement a "fins attached" policy whereby the fins would remain attached to the body.
Communication on a Community Plan of action for reducing incidental catches of seabirds in fishing gears	Non-legislative	In ways to integrate environmental protection requirements into the Common Fisheries Policy, one of the Community objectives is to improve the fishing methods with a view to reduce the incidental and unwanted catches, and the impacts on the marine environment.
Regulation of EP and Council on a management plan for pelagic stocks in the Baltic Sea	legislative	The Regulation intends to establish a long-term management framework for pelagic stocks in the Baltic Sea. It will set long-term stock management objectives and targets and contain some specific provisions necessary to reach that aim.
Regulation of EP and Council revising Council Regulation (EC) No 1098/2007 on the multiannual plan for Baltic cod	legislative	Council Regulation (EC) No 1098/2007 provides that the management measures should be evaluated in 2010 and possibly be revised if the evaluation so requires.
Regulation of EP and Council establishing a long term management plan for sole and plaice in the North Sea	legislative	The Regulation intends to revise the long-term management framework for sole and plaice fisheries in the North Sea, and to set up long-term stock management objectives and targets, based on the results obtained from the implementation of the first management plan.
New sources of growth from seas and oceans: Communication on "blue growth" – a new vision for sustainable growth in coastal regions and maritime sectors	Non-legislative	The Communication will build on a study exploring future growth scenarios for coastal regions and the maritime economy, with a particular emphasis on positive effects on employment.
Communication on financial implications for the integration of maritime surveillance	Non-legislative	The Commission has been requested to identify the financial implications of creating a Common Information Sharing Environment.
<b>Regional Policy</b>		
<b>Legislative proposals on the European Regional Development Fund (ERDF),) and Cohesion Fund (CF)</b>	Legislative	Regulations will have to be adapted / replaced in line with the EU priorities and with the objective to adapt the delivery of cohesion policy for the programming period 2014-2020. They will be accompanied by new EU strategic guidelines on cohesion for the period post-2013.
EU Cohesion Policy strategic report 2010 - Communication on Member States' delivery of cohesion policy programmes 2007-2013	Non-legislative	To summarise the 27 national strategic reports on the contribution to the objectives of cohesion policy, the tasks of the funds and the implementation of the objectives of Community strategic guidelines, the national strategic references frameworks and the Integrated Guidelines for Growth and Jobs.

Communication on "Reinforcing the contribution of Cohesion Policy to the sustainable development of the EU's regions and delivering Europe 2020"	Non-legislative	The Communication will provide policy guidance on how to align Cohesion Policy objectives in the field of sustainable development with the Europe 2020 vision in terms of promoting a more resource efficient, greener and more competitive economy.
Communication on 'Reinforcing the contribution of Cohesion Policy to the development of a knowledge based economy and regional innovation and delivering Europe 2020'	Non-legislative	The Communication will provide policy guidance on how to align Cohesion Policy objectives with the Europe 2020 vision in the field of smart growth in terms of developing regional economies based on knowledge and innovation.
EU strategy for the Danube region	Non-legislative	The European Council of June 2009 invited the Commission to present an EU strategy for the Danube region before December 2010.
<b>Research and Innovation</b>		
<b>Communication Towards a Resource Efficient Europe and a Smart, Sustainable Bio-Economy</b>	Communication	The aim is to mobilise research, innovation and education to identify and facilitate the path Towards a Resource Efficient Europe and provide a vision and action plan for a sustainable and innovative European Bio-economy. The Communication will address the policy framework and concrete actions which contribute to the "Innovation Union" as set in the Europe 2020 Strategy and identify strategic agendas, modalities to carry them out and monitoring systems to ensure progress.
<b>Commission proposal 8<sup>th</sup> Framework Programme</b>	Legislative	This proposal regards the TFEU Framework Programme for research funding for the period 2014- 2020. The proposal, containing the main orientations, will be further detailed in a set of proposals for specific programmes and rules for participation.
<b>Commission proposals for 8<sup>th</sup> Euratom Framework Programme</b>	Legislative	This proposal regards the Euratom Framework Programme for research funding for the period 2014-2018. The proposal, containing the main orientations, will be further detailed in a set of proposals for specific programmes and rules for participation.
(**) Proposal for Council Recommendation on Joint Programming on "Agriculture, food security, and climate change"	Non-legislative	As indicated in Europe 2020, the Commission will work to complete the European Research Area (ERA) in particular by enhancing joint programming with Member States. The theme related to food security and the impact of climate change on agriculture was identified as a major societal challenge for Europe which needs to be tackled through a Joint Programming Initiative.
(**) Proposal for Council recommendation on Joint Programming on "Health, food, and prevention of diet-related diseases"	Non-legislative	The theme related to Health, food and prevention of diet related diseases was identified as a major societal challenge for Europe which needs to be tackled through a Joint Programming Initiative.
(**) Proposal for Council recommendation on Joint Programming on "Cultural heritage, climate change, and security"	Non-legislative	This Joint Programming Initiative will ensure European Member States to maximise and exploit their combined critical mass by coordinating their efforts. The main objectives are the study of the impact of environmental changes on cultural heritage, the development of measures for the protection and security of cultural heritage and the implementation of sustainable development to cultural heritage.
Proposal concerning the Framework programme of Euratom for nuclear research and training activities (including ITER).  Decision concerning the specific programme for indirect actions	Legislative	The objectives of the proposed legislation – covering 2012 and 2013 - are to continue the activities planned in the Euratom FP7 decisions adopted in 2006 and to support the construction phase of ITER taking into account new budgetary needs.  The rules for the participation provide a comprehensive framework to ensure efficient implementation of the Euratom Framework Programme, taking into account the need for easy access for all participants through simplified procedures.

Regulation laying down the rules for the participation and for the dissemination of research results		
Communication on an overarching action plan for the development of ERA	Non-legislative	This communication will define steps to implement the Research and Innovation plan. This will also be linked to the preparation of the 8 <sup>th</sup> Framework Programme.
Midterm review of 7 <sup>th</sup> Framework Programme	Non-legislative	The review will draw lessons to be taken account of in the preparation of the 8 <sup>th</sup> Framework Programme to be proposed in 2011.
<b>Services of general interest</b>		
Communication on a quality framework for services of general interest	Non-legislative	This initiative will build on the Protocol annexed to the Lisbon Treaty
Revision of 2005 Services of General Interest Package	Non-Legislative	The framework text expires in November 2011. The objective of the revision will be to adjust the rules in the light of the evaluation report to be completed in 2010. Such an initiative is to be seen in the context of establishing a quality framework for public and social services as set out in the political guidelines of the President
Evaluation report on the 2005 Services of General Interest Package	Non-legislative	This report should be prepared on the basis of a public consultation to be launched in the coming weeks. Initiatives that relate to services of general economic interest are to be seen in the context of establishing a quality framework for public and social services.
<b>Smart Regulation</b>		
Communication on smart regulation	Non-legislative	The Communication will present this Commission's priorities for smart regulation covering actions to simplify existing legislation and reduce administrative burdens; the development of a more systematic approach to evaluating the extent to which legislation and policies have reached their objectives; and the use of impact assessments to ensure the quality of new proposals.
Council Decision on Solidarity clause (proposal to be delivered jointly with HR/VP)	legislative	Implementation of provision in Art. 222 (3) TFEU which requires that arrangements for the implementation by the Union of the solidarity clause shall be defined by a decision adopted by the Council acting on a joint proposal by the Commission and the High Representative for Foreign Affairs and Security Policy.
<b>Taxation and Customs Union</b>		
<b>Communication on the future VAT strategy</b>		The purpose of the communication will be to identify actions which can reduce the administrative burden, combat fraud, modernise and simplify the current system.
Communication on Tax and Development: Cooperating with Developing Countries on Promoting Good Governance in Tax Matters	Non-legislative	The communication promotes the principle of good tax governance and supports developing countries in their fight against tax evasion and other harmful tax practices. It also proposes to strengthen taxation and public finance management in these countries.
Revision of Energy Taxation Directive	Legislative	In the context of the Europe 2020 Strategy and as an important contribution to combating climate change and ensuring a more sustainable and resource efficient economy, the revised Directive will complement the European Emissions Trading System and tax energy products based on their energy content and CO2 performance
Revision of the Regulation concerning customs action against goods suspected of infringing certain intellectual property rights.	Legislative	The objective is to simplify procedures and clarify the rules
Proposal for a minimum VAT standard rate applicable from 2011 on.	Legislative	The minimum VAT standard rate currently applicable will come to an end on 31/12/2010 and the extension of the current level will be proposed.

Proposal on the VAT treatment of vouchers (and other promotional schemes)	Legislative	The proposal aims at modernising the existing VAT rules (taxable amount) applicable to vouchers
Green Paper on a new VAT strategy	Non-legislative	Consultation document on a new VAT Strategy ensuring its adaptation to changing economic realities and taking into account notably new developments in IT technologies (with a view to adopt a "new VAT strategy" Communication in the 2nd half of 2011).
Communication on a "Citizen's First" taxation policy initiative	Non-legislative	In context of re-launching of the Single Market, the objective is to identify areas of interest for citizens (incl. double taxation, pension, second residence, capital gains or income tax) to develop soft law initiatives.
Communication on coordination of inheritance taxes	Non-legislative	To promote coordination of inheritance taxation between the EU Member States in order to avoid double taxation and double non-taxation in cross-border situations.
Legislative proposal for a Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB)	Legislative	The proposal will aim to make tax rules simpler, reduce compliance costs and remove tax obstacles which companies currently suffer when they operate cross-border.
Revision of the Directive on the taxation of interest and royalty payments between associated companies of different Member States (recast version)	Legislative	To extend the scope of the Directive by reducing the participation thresholds, the inclusion of indirect holdings and by updating the annex (types of companies).
<b>Trade</b>		
<b>Proposal for a Regulation applying the scheme of the Generalised System of Preference (GSP) from 1 January 2014</b>	legislative	The new Regulation will review and refine the current GSP to ensure its simplicity and predictability as well as maximising its support for sustainable development and developing countries most in need.
Proposal for a Regulation establishing transitional arrangements for international investment agreements between Member States and third countries	legislative	Since the entry into force of the Lisbon Treaty, which confers to the EU exclusive competence on foreign direct investment, the continuing existence of Member States' international agreements relating to investment, and the commitments undertaken therein, could be questioned. The objective is to establish legal certainty on the status and validity of international agreements relating to investment concluded between Member States and third countries by authorising the continuation in force of such agreements and by establishing a procedural framework for the negotiation and conclusion by Member States of such agreements in the future.
Communication on the EU investment policy	Non-legislative	The objective is to set out the broad lines within which the future EU investment policy will develop. The Communication would include a broad toolbox/concept box that can form the basis for the presentation and discussion of new negotiating directives for future investment negotiations with third countries.
Proposal for a Regulation prolonging the validity of the Generalised System of Preference (GSP) scheme (rollover Regulation)	legislative	Technical prolongation of the current scheme of generalised tariff preferences (GSP), ensuring also the continuity of the special sub-schemes: GSP+ and EBA (Everything But Arms). The proposed Regulation amending Regulation (EC) No 732/2008 covers only those technical changes which are necessary for the extension of the validity of the current GSP to 31 December 2013. The proposal does not review the GSP eligibility of current beneficiaries.
Proposal for a regulation adjusting decision-making in the field of trade policy in the light of the entry into force of the Treaty of Lisbon	legislative	The trade "omnibus" regulation will deal with certain specific decision-making procedures in the field of trade policy, which had previously been exempted from comitology.

Anti-Counterfeiting Trade Agreement (Council decisions for the authorisation for signature and conclusion of the agreement)	legislative	The action would consist in a proposal for a decision authorising the signature of the agreement and a proposal for a decision on the conclusion of the agreement. The objective of the ACTA negotiations is to provide an international framework that improves the enforcement of intellectual property right laws by improving international standards as to how to act against large scale infringements of IPR often conducted by criminal organisations.
Trade and investment barriers report	Non-legislative	The objective is to identify ways to improve market access and regulatory environment for EU companies.
<b>Transport</b>		
<b>Sustainable transport package: Revising the TEN-T guidelines</b>	Legislative / Non-legislative	The legislative proposal revising the current TEN-T guidelines shall focus on a core network that promises the highest degree of contribution to the key objectives of the TEN-T policy. It will be accompanied by a report discussing the progress of the TEN-T priority projects and TEN-T policy.
<b>Sustainable transport package: Strategic Transport Technology Plan</b>	Non-legislative	The STTP will provide a strategic framework for research and technological development and deployment, based on policy needs and on a vision for an integrated efficient and environmentally friendly transport system at the horizon 2050.
Safety package: Communication Towards a European road safety area: strategic guidelines for road safety up to 2020	Non-legislative	The strategic guidelines will describe actions addressing road safety in an integrated way (drivers' behaviour, vehicles and infrastructures safety) and across various policy areas (transport, public health, research, new technologies, external dimension of road safety).
Report on Security Scanners at Airports	Non-legislative	The report will assess the implications of security scanners with regard to their efficiency but also with regard to health risks, violation of fundamental rights and privacy.
Communication on passenger rights	Non-legislative	The Communication will take stock of the situation of passenger rights in all modes of transport, incorporating results of public consultations, will assess whether application of current EU rules ensures adequate protection of passenger rights and will identify possible areas for further action.
Internal market package: Recast of the First Railway package	Legislative	The recast will clarify existing provisions in the first railway package to increase precision and/or guidance for implementation.
Airports package: Communication on airport policy, accompanied by legislative proposals	Legislative / Non-legislative	The Communication will discuss the state of play on airport policy, take stock of progress in the implementation of the capacity action plan and address the need to review the slot Regulation and the ground handling directive.
e-mobility package	Legislative / Non-legislative	This set of legislative measures will introduce deployment of new technology across various transport modes in support of an efficient and sustainable transport system. Measures will tackle integrated rail ticketing, digital tachograph, electronic tolls, integrated maritime data etc.
Package on a Social Maritime Agenda	Legislative / Non-legislative	It will discuss various aspects of the "human element" in maritime transport, most notably training and certification of sea farers (Communication on a Social Agenda for maritime transport, Proposal for Directive on controlling the application of the ILO convention, Proposal for the revision of Directive 2008/106/EC on the training of seafarers)
Communication on the road goods transport market	Non-legislative	Review of the functioning of the internal market in road goods transport, including road cabotage.
Communication on rail market access	Non-legislative	Review of the rail market organisation, including the market for domestic passenger transport

### Annex III: list of simplification initiatives\*

Title	Type of simplification action	Scope and objectives	Year
Amending Commission Regulation (EC) No 1276/2008 on the monitoring by physical checks of exports of agricultural products receiving refunds or other amounts and Regulation (EC) No 612/2009 on laying down common detailed rules for the application of the system of export refunds on agricultural products	Revision	When carrying out these checks authorities make hand written comments on customs documents Understanding and reading is difficult. Standard information by digital codes will solve this. 1 Annex will replace 5.	2010
Simplification package amending Council regulation (EC) No 1698/2005 on support for rural development by the EAFRD and amending Council Regulation (EC) No 73/2009 establishing common rules for direct support schemes for farmers under the CAP and establishing certain support schemes for farmers, amending Regulations No 1290/2005, 247/206, 378/2007 and repealing Regulation (EC) No 1782/2003	Revision	The aim: to reduce administrative burden of cross compliance controls; to simplify area declarations; to reduce the number of Member State reports on Rural Development; to introduce payment deadlines for certain measures; and to align the regulations with delegated and implementing powers under the TFUE.	2010
Regulation of the European Parliament and of the Council with a view to repealing the approval procedure for beef voluntary labelling scheme	Revision/Repeal	The aim is to reduce the administrative burden for approving voluntary beef labels. This requires an amendment of Regulation 1760/2000.	2010
Commission regulation laying down (new) rules of food distribution for the most deprived persons in the Community	Revision	The aim is to provide for clearer, simpler and more effective implementing rules for the distribution of food to the most deprived persons in the Community.	2010
Community initiative on work-related musculoskeletal disorders	Recast	The objective is to integrate into a single legislative instrument the provisions on the protection of the health and safety of workers from the risks of musculo-skeletal disorders at work.	2011
Revision of Council Directive 2003/72/EC of 22 July 2003 supplementing the Statute for a European Cooperative Society with regard to the involvement of employees  and of Council Directive 2001/86/EC of 8 October 2001 supplementing the Statute for a European company with regard to the involvement of employees	Revision	The aim is to examine possible simplification of the provisions on information and consultation of employees once the full evaluation report on Regulation (EC) No 1435/2003 (European Cooperative Society Statute) has been completed in 2011.	2011/12
Proposal for a Regulation establishing a Community system for Registration of carriers of radioactive materials	Recast	To codify and simplify the Community regulatory framework for a safer, more secure and transparent transport of radioactive materials.	2010

\* Many of these items have administrative burden reduction objectives

Recast of basic safety standards legislation in the field of radioprotection		The aim is to recast 10 acts into a single Directive establishing the basic safety standards for the protection against the dangers arising from exposure to ionising radiation, and to up date in line with the Recommendations of the International Commission on Radiological protection (ICRP).	2011
Revision of a Recommendation on radiological consequences	Revision	The aim is to clarify, simplify and improve the Recommendation applying Article 37, by which the Commission delivers opinions on the implementation of plans giving rise to releases of radioactive effluents which may have radiological consequences for neighbouring Member States.	2010
Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a framework for the approval of motor vehicles of the L-category, and of systems, components and separate technical units intended for such vehicles	Repeal	The aim to reduce administrative for Industry, EU and National legislators and Type Approval Authorities.	2010
Regulation relating to the type-approval of agricultural and forestry vehicles (repeal of 24 Directives)	Repeal	The proposal will repeal 24 Directives and replace them with one Regulation.	2010
Commission Directive amending, for the purposes of their adaptation to technical progress, Council Directives 80/720/EEC, 86/298/EEC, 86/415/EEC and 87/402/EEC and Directives 2000/25/EC and 2003/37/EC of the European Parliament and of the Council relating to the type-approval of agricultural or forestry tractors	Revision	The proposal will amend 6 Directives on agricultural tractors to clarify and improve the technical requirements	2010
Directive 94/25/EC relating to recreational craft		The aim is to improve noise and exhaust emissions of recreational craft and to protect better human health and the environment while limiting compliance costs arising from different emission standards in different jurisdictions. The Directive will be aligned to the New legislative framework (Decision 768/2008/EC)	2010
Directive 97/68/EC on the emissions of gaseous and particulates pollutants of non road mobile machinery		The proposal will simplify the rules for marketing Non road mobile machinery, including the type approval, and aligning it with the New Legislative framework (Decision 768/2008/EC)	2010
Directive 2000/14/EC on noise emissions in the environment by equipment used outdoors		The proposal will simplify the operation of the Directive, review its conformity assessment procedures, and improve market surveillance. The Directive will be aligned to the New legislative framework (Decision 768/2008/EC)	2010
Directive 1999/5/EC on radio and telecommunications terminal equipment		The revision will aim to replace many impractical and ineffective administrative provisions by more modern electronic means, and to focus on enforcement and better tools for national administrations.	2010

Fertilisers - Draft Commission Regulation amending Regulation (EC) No 2003/2003 relating to fertilisers for the purposes of adapting Annexes I and IV thereto to technical progress	Revision	The aim is to amend Annex IV of the Regulation to ensure that CEN Standards can be used as a reference for official controls.	2011
Directive 2003/105/EC of the European Parliament and of the Council of 16 December 2003 amending Council Directive 96/82/EC on the control of major-accident hazards involving dangerous substances		Provisions will be simplified/ streamlined to reduce administrative burdens, notably regarding reporting obligations.	2010
Council Directive 98/83/EC on the quality of water intended for human consumption		A risk-based management approach will help to simplify the management of water supplies and will reduce the monitoring and reporting burden.	2010
Legislative proposal on the coherence/simplification of the waste acquis (alignment of product-specific waste legislation to Waste Framework Directive; this includes the directives on end-of-life vehicles, batteries and packaging)	Review	The aim will be to carry out a full screening of the EU recycling Directives during the next Commission.	2012
Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Council Regulation (EC) No 1172/98 of 25 May 1998 on statistical returns in respect of the carriage of goods by road	Revision	The proposal aims at exempting Malta from the reporting requirements under Council Regulation 1172/98.	2011
Regulation (EC) No 2150/2002 on waste statistics	Revision	This revision aims at simplifying the Regulation and aligning it with other reporting obligations in Community waste legislation.	2010
Council Directive 2001/109/EC of the EP and Council on fruit trees		The proposal aims to reduce the number of variables requested in the orchard survey, to establish thresholds at national level allowing exemptions from reporting, and to increase use of administrative data or other sources instead of surveys.	2010
Council Directive 95/57/EC of 23 November 1995 on the collection of statistical information in the field of tourism	Revision	The proposal will change the scope of the directive to reduce reporting requirements. Member States will be allowed to use estimation techniques instead of surveys for compiling statistics.	2010
Proposal for a Regulation of the European Parliament and the council amending Regulation (EC) N°44/2001 concerning jurisdiction, recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters	Revision	The proposal will abolish certain steps which citizens have to go through in order to have a judicial decision recognised and enforced abroad.	2011
Proposal for amendment of EU legal instruments on data protection	Revision	The EU legal framework for Personal Data Protection will be brought into line with the Lisbon treaty, and will be simplified and adapted to technological developments.	2010
Amendment of the Schengen Borders Code	Revision	The objective is to align the code with the Registered Traveller Programme Regulation and the Entry/Exit System Regulation, to facilitate and harmonise specific aspects of border checks, and to remedy weaknesses identified since the adoption of the Code	2011

Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Council Regulation (EC) No 2187/2005 for the conservation of fishery resources through technical measures in the Baltic Sea, the Belts and the Sound, amending Regulation (EC)	Revision	The amendment is needed in light of the entry into force of the Lisbon Treaty and the need to reallocate provisions on technical measures currently contained in the Fishing Opportunities Regulation for the Baltic.	2010
Commission Regulation laying down rules for the implementation of Council Regulation (EC) N° 1224/2009 establishing a Community system for inspection, monitoring, control, surveillance and enforcement of the rules of the Common Fisheries Policy and amending Council Regulation (EC) N° 768/2005 of 26 April 2005 establishing a Community Fisheries Control Agency	Revision	The objective is to modernize procedures and facilitate better enforcement by reducing the burden for the sector and public administrations, and increasing the use of IT tools to reduce reporting obligations.	2010
Proposals on the reform of the Common Fisheries Policy	Revision	The reform will include a new basic regulation for the CFP including aquaculture, a new regulation on the Common Market Organisation; and financial proposals. It will simplify the regulatory environment wherever possible.	2011
Proposal for a Directive for the full review of the 4th and 7th Council Directives, to result in a proposal(s) for (a) Directive(s)	Revision	Overhaul of the 4 <sup>th</sup> and 7 <sup>th</sup> Accounting Directives to take into account the specific interests of SMEs	2011
COUNCIL REGULATION (EC) No 2157/2001 of 8 October 2001 on the Statute for a European company (SE)		Possible simplification of the rules for setting up a European Company (SE) and transferring its seat	2012
Recast of regulation (EC) No 725/2004 on ship and port facility security and repealing directive on enhancing port security	Recast	Clarify and improve existing provisions following an evaluation of the implementation of the relevant legislation by Member States.	2012
e-mobility package: Recast of Regulation (EC) No 3821/85 on recording equipment in road transport (tachograph)	Recast	This will update the legislative framework to enhance the security and functionality of the digital tachograph used by professional drivers. It will reduce the administrative burden on business while making controls more reliable to ensure fair competition between road transport operators.	2011
Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on Marine Equipment	Recast	The revision aims at increasing legal certainty and therefore at increasing the effectiveness of the directive. It will make increased use of European standards.	2010
Internal market package: Recast of First Railway Package legislation: simplification and modernisation of the legislative framework for access to the rail transport market	Recast	Three Directives will be merged and restructured, eliminating cross-references, clarifying provisions in the first railway package, and increasing precision and/or guidance for implementation.	2010
Legislative proposal recasting the directive on Community maritime vessel traffic monitoring	Recast	To integrate and update with recent technical developments. The objective is to have a more integrated Maritime surveillance system.	2012
Council Directive 96/50/EC on the harmonisation of the conditions for obtaining national boat masters' certificates for the carriage of goods and passengers by inland waterway in the Community		The aim is to improve legal clarity, to facilitate boat masters access to the Rhine, and to safeguard better safety standards on all EU inland waterways.	2010

Recast of Regulation 766/2008 of the European Parliament and of the Council amending Council Regulation (EC) No 515/97 on mutual assistance between the administrative authorities of the Member States and cooperation between the latter and the Commission to ensure the correct application of the law on customs and agricultural matters	Recast	Regulation 766/2008 and Council Decision 2009/917/JHA of 30 November 2009 on the use of information technology for customs purposes partially deal with the same issues. The objective is , under the provisions of the TFUE (article 33 and 325), to have a single instrument instead. Impact: in particular, improved accessibility to law.	2011
Communication from the Commission to the Council and the European Parliament: Simplifying the implementation of the research framework programmes	Revision	The aim is to launch an interinstitutional debate by presenting options for simplification with a view to concrete actions either under the current legal framework or in the form of legislative proposals.	2010
New proposals recasting the existing Directives on Medical devices (90/385, 93/42, 98/79)	Recast	The objective is to simplify and strengthen the rules to ensure a high level of health protection while at the same time ensuring a smooth functioning of the internal market.	2011
Recast of Directives on plastic food contact materials and articles into one Commission Regulation	Recast	The aim of the recast into one Regulation is to speed up authorisation of new additives and monomers and to simplify rules on migration testing.	2010
Commission Directives amending, in respect of the consolidation of the internal market, certain provisions of seed marketing Directives, with regard to the conservation of plant genetic resources (seed mixtures) - Council Directive 66/401/EC on the marketing of fodder <b>plant seed</b> - Council Directive 66/402/EC on the marketing of cereal seed - Council Directive 2002/53/EC on the common catalogue of varieties of agricultural plant species - Council Directive 2002/54/EC on the marketing of beet seed - Council Directive 2002/55/EC on the marketing of vegetable seed - Council Directive 2002/56/EC on the marketing of seed potatoes - Council Directive 2002/57/EC on the marketing of seed of oil and fibre plants - Council Directive 68/193/EC on the marketing of material for the vegetative propagation of the vine - Council Directive 1998/56/EC on the marketing of propagating material of ornamental plants - Council Directive 92/33/EC on the marketing of vegetable propagating and planting material, other than seed - Council Directive 92/34/EC on the marketing of fruit plant propagating material and fruit plants intended for fruit production - Council Directive 1999/105/EC on the marketing of forest reproductive material		The aim, on the basis of an evaluation of the whole acquis in this area , will be to simplify and reduce administrative burdens.	2010
Council and EP Regulation revising Directive 2009/39/EC on foodstuffs intended for particular nutritional uses (recast)	Recast	The aim is to simplify the rules and reduce the administrative burden by taking into account other horizontal and vertical legislations, like claims, food supplements and fortification.	2010
Communication on the future VAT strategy	Review/Examination	The aim will be to reduce administrative burden, combat	2011

		fraud, and modernise and simplify the current system, building on the results of a Green Paper consultation.	
Proposal for a Council Directive amending Directive 77/388/EEC as regards the VAT treatment of public authorities and the exemptions for certain activities in the public interest	Revision	The aim is to ensure more harmonised and neutral VAT systems in particular by clarifying definitions.	2011/12

**Annex IV: list of withdrawals of pending proposals**

COM/SEC – Inter-institutional reference	Title	Justification
COM(1980)298	PROPOSAL FOR A COUNCIL REGULATION(EEC)FIXING THE BASIC PRICE,THE INTERVENTION PRICE AND THE REFERENCE PRICE FOR SHEEPMET FOR THE 1980/81 MARKETING YEAR	Obsolete
COM(2007)712 2007/0246/ACC	Proposal for a COUNCIL DECISION on the conclusion of the Agreement between the European Community and Australia on trade in wine	Obsolete. The Decision has been adopted by the Council as Decision 2009/49 on the basis of proposal in COM (2008) 653.
COM(2007)239	Proposal for a COUNCIL DECISION fixing the financial contributions to be paid by the Member States contributing to the European Development Fund (supplementary instalment for 2007)	Obsolete as result of Council Decision adopted on 28/06/2007 based on the proposal from the Commission COM (2007) 321 of 13 June 2007
COM(1979)345	PROPOSAL FOR A COUNCIL DECISION ALLOCATING TO THE EUROPEAN COAL AND STEEL COMMUNITY(ECSC)A SPECIAL FINANCIAL CONTRIBUTION FROM THE GENERAL BUDGET OF THE EUROPEAN COMMUNITIES	Obsolete
COM(1998)96	Proposal for a COUNCIL DECISION concerning the signature by the European Community of a Protocol to the United Nations framework Convention on climate change	Obsolete. Council Conclusions on the issue were adopted on 16/06/1998
COM(2006)602	Proposal for a COUNCIL DECISION establishing the position to be adopted on behalf of the European Community with regard to a proposal for amendment of the Kyoto Protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change	Obsolete. The proposal relates to a Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (COP/MOP2) in November 2006.
COM(1980)863/2	PROPOSITION DE REGLEMENT(CEE)DU CONSEIL RELATIF A LA BONIFICATION D'INTERET DE CERTAINS PRETS ACCORDES DANS LE CADRE DE L'AIDE EXCEPTIONNELLE DE LA COMMUNAUTE EN FAVEUR DE LA RECONSTRUCTION DES ZONES SINISTREES PAR LE SEISME SURVENU EN ITALIE EN NOVEMBRE 1980	Obsolete
SEC(2002)1110	Recommendation for a COUNCIL RECOMMENDATION TO PORTUGAL with a view to bringing an end to the situation of an excessive government deficit - application of article 104(7) of the Treaty	Obsolete
SEC(2002)1118	Recommendation for a COUNCIL DECISION on the existence of an deficit in Portugal - application of article 104(6) of the treaty establishing the European Community	Obsolete
SEC(2002)1246/1	Recommendation for a COUNCIL DECISION with a view to giving early warning to France in order to prevent the occurrence of an excessive deficit	Obsolete

SEC(2002)1246/2	Proposal for a COUNCIL DECISION on making public the recommendation with a view to giving early warning to France in order to prevent the occurrence of an excessive deficit	Obsolete
SEC(2005)994	Recommendation for a COUNCIL RECOMMENDATION TO PORTUGAL with a view to bringing an end to the situation of an excessive government deficit	Obsolete
COM(2002)615 2002/0262/ACC	Proposal for a COUNCIL DECISION on the Community position in relation to the establishment of a Joint Consultative Committee to be decided on by the Association Council established by the Europe Agreement between the European Communities and Lithuania	Obsolete
COM(1986)14	PROPOSAL FOR A COUNCIL REGULATION (EEC) AMENDING REGULATION (EEC) NO 1365/75 ON THE CREATION OF A EUROPEAN FOUNDATION FOR THE IMPROVEMENT OF LIVING AND WORKING CONDITIONS	Obsolete
COM(2001)344 2001/0137/COD	Proposal for a EUROPEAN PARLIAMENT AND COUNCIL REGULATION amending, for the benefit of European parliamentary assistants, Council Regulation (EEC) No 1408/71 on the application of social security schemes to employed persons, self-employed persons and to members of their families moving within the Community, and Council Regulation (EEC) No 574/72 laying down the procedure for implementing Regulation (EEC) No 1408/71	Obsolete. Covered by Regulation (883/2004).
SEC(1993)1465	DRAFT COUNCIL DECISION ADOPTING DIRECTIVES FOR THE NEGOTIATION BY THE COMMISSION FOR AN INTERNATIONAL CONVENTION ON NUCLEAR SAFETY	Obsolete. Euratom has acceded to the Convention on Nuclear Safety on the basis of a Council Decision of 7 December 1998.
COM(2003)32/1 2003/0021/CNS	Proposal for a COUNCIL (Euratom) DIRECTIVE Setting out basic obligations and general principles on the safety of nuclear installations	Obsolete, given that the "Directive (Euratom) setting up a Community framework for nuclear safety " was adopted on 18/06/2009.
COM(2004)716 2004/0249/CNS	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE on the supervision and control of shipments of radioactive waste and spent fuel	Obsolete. Council adopted a proposal based on COM/2005/673
COM(2006)179	Draft INTERINSTITUTIONAL AGREEMENT on inter-institutional co-operation in the framework of international Conventions to which the European Atomic Energy Community and its Member States are parties	Obsolete
COM(2007)748	Proposal for a COUNCIL DECISION On establishing the European Community position within the Ministerial Council of the Energy Community (Belgrade, 18 December 2007)	Obsolete
COM(1979)179	RECOMMENDATION FOR A COUNCIL DECISION AUTHORIZING THE COMMISSION TO TAKE PART IN THE NEGOTIATIONS FOR A CONVENTION ON THE CONSERVATION OF MIGRATORY SPECIES OF WILD ANIMALS	Obsolete
COM(1985)281	RECOMMENDATION FOR A COUNCIL DECISION AUTHORIZING THE COMMISSION TO NEGOTIATE ON BEHALF OF THE COMMUNITY THE ADOPTION OF PROGRAMMES AND MEASURES UNDER THE	Obsolete

	CONVENTION FOR THE PREVENTION OF MARINE POLLUTION FROM LAND-BASED SOURCES	
COM(1986)362/3 1986/1019/CNS	RECOMMENDATION FOR A COUNCIL DECISION AUTHORIZING THE COMMISSION TO NEGOTIATE ON BEHALF OF THE COMMUNITY WITHIN THE FRAMEWORK OF THE OECD AND UNEP THE NOTIFICATION AND CONSULTATION PROCEDURES CONCERNING TRADE IN DANGEROUS CHEMICALS	Obsolete
COM(1995)325/2 1995/0184/CNS	DRAFT COUNCIL RESOLUTION ON THE DEVELOPMENT AND IMPLEMENTATION OF THE EUROPEAN ENVIRONMENT AGENCY	Obsolete. Council adopted conclusions on the issue on 09/11/1995.
COM(1998)344	Proposal for a COUNCIL DECISION on the signature by the European Community of the UN/ECE Convention on access to information, public participation and access to justice in environmental matters	Obsolete. Council adopted conclusions on the issue on 17/06/1998.
COM(2007)367 2007/0126/COD	Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL repealing Council Directive 87/372/EEC on the frequency bands to be reserved for the coordinated introduction of public pan-European cellular digital land-based mobile communications in the Community	Obsolete. The Commission presented a modified proposal COM(2008)762, which was adopted by the legislator as Directive 2009/114/EC of the European Parliament and of the Council amending Council Directive 87/372/EEC.
COM(2006)255  COM(2006)256  COM (2006)752/3	Proposal for a COUNCIL DECISION on the conclusion of the agreement between the European Community and the Government of the Republic of Bulgaria on the participation of Bulgaria in the work of the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction Proposal for a COUNCIL DECISION on the conclusion of the agreement between the European Community and Romania on the participation of Romania in the work of the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction Proposals for Council Decisions on the conclusion on behalf of the European Union of the Protocol between the European Union, the European Community, the Swiss Confederation and the Principality of Liechtenstein on the accession of the Principality of Liechtenstein to the Agreement between the European Union, the European Community and the Swiss Confederation on the Swiss Confederation's association with the implementation, application and development of the Schengen acquis	Obsolete  Obsolete  Obsolete following the entry into force of the TFEU; merged with COM (2006)752/4
COM(2005)276/1 2005/0127/COD	Proposal for a EUROPEAN PARLIAMENT AND COUNCIL DIRECTIVE on criminal measures aimed at ensuring the enforcement of intellectual property rights	The Commission intends to present a new proposal in 2011.
COM(2007)306 2007/0104/CNS	Proposal for a COUNCIL DECISION on the installation, operation and management of a Communication Infrastructure for the Schengen Information System (SIS) environment	This proposal (and the next proposal) aimed to provide a specific legal basis for a new contract for these activities. As the call for tender has now been completed, the two proposals are obsolete.
COM(2007)311 2007/0108/CNS	Proposal for a COUNCIL REGULATION on the installation, operation and management of a Communication Infrastructure for the Schengen Information System (SIS) environment	This proposal (and the previous proposal) aimed to provide a specific legal basis for a new contract for these activities. As the call for tender has now been completed, the two

		proposals are obsolete.
COM(1980)722 1980/1031/CNS	PROPOSAL FOR A COUNCIL REGULATION(EEC)CONCERNING, FOR CERTAIN FISH STOCKS OCCURRING IN THE COMMUNITY FISHING ZONE, THE FIXING OF THE TOTAL ALLOWABLE CATCHES FOR 1981 AND THE CONDITIONS FOR TAKING THESE CATCHES TOGETHER WITH SHARES AVAILABLE TO THE COMMUNITY	Obsolete
COM(2007)595 2007/0222/APP	Proposal for a COUNCIL REGULATION authorising the Commission to approve modifications to protocols of fisheries partnership agreements concluded between the European Community and third countries	Obsolete further to the new legislative procedures for adoption of FPA's under the Lisbon Treaty.
COM(2007)782	Proposal for a COUNCIL DECISION on the termination of the Protocol setting out the fishing opportunities and financial contribution under the Fisheries Partnership Agreement between the European Community and the Islamic Republic of Mauritania	Obsolete. Council Regulation (EC) No 704/2008 was adopted on 15 July 2008.
COM(2008)324 2008/0112 CNS	Proposal for a Council Regulation concerning the conservation of fisheries resources through technical measures	Obsolete. Council Regulation (EC) N° 1288/2009 was adopted on 27/11/2009 and established transitional technical measures from 01/01/2010 to 30/06/2011.
COM(1975)490 1975/1012/CNS	PROPOSAL FOR A COUNCIL REGULATION(EEC)CONCERNING A SYSTEM FOR MONITORING THE MARKETS FOR THE CARRIAGE OF GOODS BY RAIL, ROAD AND INLAND WATERWAYS BETWEEN THE MEMBER STATES	Obsolete
COM(2005)158/2 2005/0060/CNS	Proposal for a COUNCIL DECISION on the conclusion of the Agreement between the European Community and the Republic of Bulgaria on certain aspects of air services	Obsolete
COM(2005)369/2 2005/0148/APP	Proposal for a COUNCIL DECISION on conclusion of the Agreement between the European Community and Romania on certain aspects of air services	Obsolete
COM(2006)79/2 2006/0025/COD	Proposal for a REGULATION OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on enhancing supply chain security	Obsolete. Regulation 450/2008 of the European Parliament and of the Council laying down the Community Customs Code (Modernised Customs Code) covers the objectives of this proposal.
COM(2005)468 2005/0198/APP	Proposal for a COUNCIL DECISION authorizing the conclusion, on behalf of the European Community, of a Memorandum of Understanding between the European Community and the Swiss Federal Council on a contribution by the Swiss Confederation towards reducing economic and social disparities in the enlarged European Union, and authorizing certain Member States to conclude individually agreements with the Swiss Confederation on the implementation of the Memorandum	Obsolete. This proposal was overtaken by the Memorandum of Understanding between the European Union and Switzerland, signed on 27 February 2006.
COM(1998)339	Proposal for a COUNCIL DECISION concerning the provisional prohibition of the sale in Austria of genetically modified maize ( <i>Zea mays</i> L.) which the combined modification for insecticidal properties conferred by the BT-endotoxin gene and increased tolerance to the herbicide glufosinate ammonium	Obsolete

COM(1998)340	Proposal for a COUNCIL DECISION concerning the provisional prohibition of the use and sale in Luxembourg of genetically modified maize ( <i>Zea mays</i> L.) with the combined modification for insecticidal properties conferred by the BT-endotoxin gene and increased tolerance to the herbicide glufosinate ammonium	Obsolete
COM(2003)537 2003/0208/COD	Proposal for a COUNCIL REGULATION introducing exceptional trade measures for countries and territories participating in or linked to the European Union's Stabilisation and Association process (Codified version)	Obsolete. Codification adopted - Council Regulation (EC) No 1215/2009 of 30 November 2009 - COM (2008) 889
COM(2004)232 2004/0074/COD	Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on the licensing of railway undertakings (Codified version)	Obsolete. To be replaced by a new recast proposal under preparation
COM(2006)286 2006/0100/COD	Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on the contained use of genetically modified micro-organisms	Obsolete. Codification adopted - Directive 2009/41/EC of the European Parliament and of the Council of 6 May 2009
COM(2006)497 2006/0164/COD	Proposal for a REGULATION OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on the submission of nominal catch statistics by Member States fishing in the north-east Atlantic (Codified version)	Obsolete. Codification adopted - Regulation (EC) No 217/2009 of the European Parliament and of the Council of 11 March 2009 - COM (2007) 762
COM(2007)3442007/0119/COD	Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on statutory plates and inscriptions for motor vehicles and their trailers, and their location and method of attachment (Codified version)	Obsolete. Basic act repealed by Regulation (EC) No 661/2009 of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009.
COM(2007)451 2007/0162/COD	Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on rear registration plate lamps for motor vehicles and their trailers (Codified version)	Obsolete. Basic act repealed by Regulation (EC) No 661/2009 of the European Parliament and of the Council of 13 July 2009.
COM(2007)867 2007/0298/COD	Proposal for a DECISION OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on Community guidelines for the development of the trans-European transport network (Codified version)	Obsolete. Replaced by recast proposal - COM(2009)391
COM(2007)873 2007/0299/COD	Proposal for a DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL on the return of cultural objects unlawfully removed from the territory of a Member State (Codified version)	Obsolete. The Commission intends to submit a proposal for recasting Directive 93/7/EEC in 2011
COM(2003)841 2003/0331/CNS	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE amending Directive 2003/49/EC on a common system of taxation applicable to interest and royalty payments made between associated companies of different Member States	Obsolete. A new proposal is planned for 2010/2011
COM(2004)227/2 2004/0072/CNS	Proposal for a COUNCIL DIRECTIVE amending Directive 92/12/EEC on the general arrangements for products subject to excise duty and on the holding, movement and monitoring of such products	Obsolete following adoption of Directive 2008/118
SEC(2004)1015	Draft DECISION No 1/2004 OF THE EC-EFTA JOINT COMMITTEE ON "COMMON TRANSIT" amending the Convention of 20 May 1987 on a common transit procedure - Draft common position of the Community -	Obsolete. The proposed modifications have been integrated into the Convention (Decision 2005/558/EC of 17 June 2005).
COM(2006)263	Proposal for a COUNCIL DECISION authorising Greece and Portugal to introduce special measures derogating from Article 21(1) of Directive 77/388/EEC on the harmonisation of the laws of the Member States relating to turnover taxes	Obsolete as the specific rules are now allowed by the Directive itself (art 199 of the VAT directive)
COM(1995)245/1 1996/0053/APP	PROPOSAL FOR A COUNCIL DECISION ON THE CONCLUSION BY THE EUROPEAN COMMUNITY OF THE INTERIM AGREEMENT BETWEEN	Given that the proposal dates from 15 years ago, both the institutional and political context has changed. The

	THE EUROPEAN COMMUNITY, THE EUROPEAN COAL AND STEEL COMMUNITY AND THE EUROPEAN ATOMIC ENERGY COMMUNITY, OF THE ONE PART, AND THE REPUBLIC OF BELARUS, OF THE OTHER PART, ON TRADE AND TRADE - RELATED MATTERS	Commission is currently preparing a Joint Interim Plan for Belarus as a follow-up to the November 2009 council conclusions.
COM(2005)326 2005/0132/COD	Proposal for a COUNCIL REGULATION on the negotiation of agreements on trade in services other than transport	This proposal has become obsolete since the entry into force of the Lisbon Treaty that conferred the EU's exclusive competence to negotiate agreements in the field of trade in services.
COM(2006)559/2 2006/0176/APP  COM(2006)147 2006/0052/COD	Proposal for a COUNCIL DECISION on the conclusion of an additional Protocol to the Europe Agreement establishing an Association between the European Communities and their Member States, of the one part, and the Republic of Bulgaria, of the other part, on Conformity Assessment and Acceptance of Industrial Products - PECA - Proposal for a COUNCIL REGULATION concerning the implementation of the Agreement concluded by the EC following negotiations in the framework of Article XXIV.6 of GATT 1994, amending Annex I to Regulation (EEC) No 2658/87 on the tariff and statistical nomenclature and on the Common Customs Tariff	The proposal has become obsolete since Bulgaria became a Member State on 1st January 2007.  Obsolete. The proposal aimed at supplementing Annex I to Council Regulation 2658/87 in a way which had already been done in the context of the adoption of the similar "Article XXIV.6 Agreement" with the People's Republic of China (Council Decision 2006/398 and Council Regulation 838/2006).